



Banderole des trotskystes allemands dans la manifestation antifasciste du 3 janvier à Berlin-Est, forte de 250 000 personnes : « Pour une Allemagne rouge des soviets dans une Europe socialiste ! »

Non à l'Anschluss capitaliste

contre la RDA!

La déclaration dont nous publions ci-dessous la traduction est parue dans le journal de nos camarades allemands Arbeiterpressekorrespondenz n° 23, 15 février. Nous renvoyons aussi nos lecteurs aux autres articles sur l'Allemagne publiés à l'intérieur de ce numéro, et notamment à l'article « Halte au bradage de la RDA ! », en page 4.

Le 13 février, Modrow, à la suite de Gorbatchev, a capitulé devant Bonn et Francfort et donné son accord à la formation d'une *Währungsunion* [union monétaire], dominée par le deutsche mark, avec la BRD [République fédérale allemande], comme le SPD (Ouest) l'exigeait il y a deux semaines. Cela va placer le contrôle de l'économie dans les mains des banquiers de Francfort. Les économistes occidentaux reconnaissent ouvertement qu'une telle République de la Deutsche Bank signifierait des millions de chômeurs et des coupes sombres dans les salaires. Cette étape représente une menace mortelle pour l'économie collectivisée de la DDR [République démocratique allemande].

Cette annonce a provoqué la panique des travailleurs, effrayés que leurs économies soient réduites à zéro si le mark [est-allemand] devient un bout de papier sans valeur. Devant beaucoup de banques, de longues files d'attente se sont immédiatement formées, les travailleurs quittant en hâte leur travail pour sauver leurs économies déposées sur des comptes.

Déclaration d'urgence du Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne

La DDR est la cible de la plus grande campagne de déstabilisation artificielle dont on puisse se souvenir, campagne orchestrée par les forces impérialistes qui cherchent à nous précipiter dans un *Anschluss* avec l'Allemagne de l'Ouest capitaliste. Constatant la paralysie de la direction de la DDR, et Gorbatchev abandonnant une position après une autre, les impérialistes allemands, britanniques et américains sont parvenus à un consensus pour s'emparer au moyen d'un *blitz* de propagande de ce qui, pensaient-ils, aurait autrefois nécessité une *Blitzkrieg* de l'OTAN. S'ils y réussissent, ce sera aux dépens de vastes secteurs de la population de la DDR.

Ils essaient de créer le chaos dans le but de détruire l'Etat ouvrier de la

DDR. L'établissement d'une économie collectivisée au cœur de l'Europe est un acquis historique qui doit être défendu. Le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands [Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne] en appelle aux travailleurs pour un vote retentissant contre la réunification capitaliste dans les élections du 18 mars et pour commencer dès maintenant à s'organiser et à résister, dans les usines, dans les rues, à l'agression impérialiste.

Parallèlement à la campagne des médias occidentaux sur le « chaos » et l'« effondrement », Kohl, les banquiers de Francfort et leurs laquais du SPD sont en train de consciemment mettre en œuvre une déstabilisation économique, comme au Chili, dans le but de démoraliser et paralyser les travailleurs

et de créer les conditions pour un rachat à bon marché des industries. C'est aussi la politique de prosternation du gouvernement Modrow de la Table ronde. La campagne occidentale sur le chaos est renforcée par le fait que rien n'a encore remplacé le vieux système de commandisme stalinien. Les livraisons d'approvisionnement des imprimeries, usines textiles, usines électriques et de biens d'équipement ont été suspendues ou réduites de façon drastique, ce qui a arrêté la production. Des travailleurs de Bergman-Borsig et d'EAW à Berlin et d'autres usines à travers le pays nous disent qu'ils vont « travailler » et finissent par jouer aux cartes toute la journée.

Pour la DDR, la contre-révolution se tient sur le seuil de la porte. Nous, travailleurs, voulons nous battre maintenant pour défendre nos emplois, nos familles et les acquis sociaux de notre Etat ouvrier. Mais la question est *comment*. Si les usines ne produisent pas, alors les grèves isolées sont impuissantes. Organisez des *occupations* d'usines pour lutter contre le sabotage capitaliste de la production, les licenciements et le rachat ! Les travailleurs devraient, dans chaque entreprise, former des comités de délégués élus pour organiser la lutte et prendre le contrôle de l'approvisionnement et de la production. Différentes entreprises dans chaque ville doivent s'unir et former des comités de délégués librement élus sur chaque *Betrieb* [lieu de travail] pour planifier une stratégie commune de lutte.

Ces comités peuvent être la base de soviets d'ouvriers et soldats pour réorganiser une production mal gérée pendant des années par la bureaucratie stalinienne. Intégrez dans ces comités les représentants des casernes, des

Suite page 5

De Staline à Gorbatchev

Le nationalisme économique fracture le COMECON

VOIR PAGE 8

M 2651 - 99 - 5,00 F



3792651005004 00990



Workers Vanguard

Camarade Vincent

Le camarade Vincent, militant ouvrier et cadre dirigeant du spartacisme à Sri-Lanka, est décédé tragiquement, la semaine dernière, d'un accident de la circulation. Il avait été membre du mouvement révolutionnaire depuis 1964. Ceux dans le mouvement qui le connaissaient lui étaient profondément attachés et non seulement subiront un sérieux coup dans leur travail, mais aussi éprouveront la perte d'un collaborateur d'une extrême valeur. Sa chaleur et son amitié ont aidé à forger des liens de camaraderie entre camarades d'Asie, d'Europe, d'Amérique et d'Australie. Sa famille a à présent perdu un époux et un père. Nous présentons nos condoléances et exprimons notre sympathie à sa femme et à ses trois enfants.

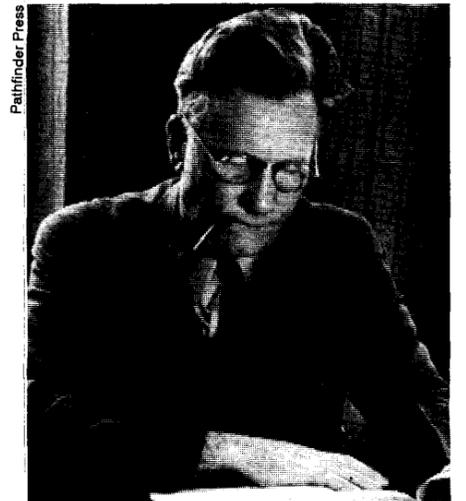
Trois cents personnes, amis, membres de la famille, camarades et ex-camarades ont assisté, le 6 janvier, aux funérailles du camarade Vincent. Le cercueil était recouvert d'un drapeau rouge.

A Lanka, dans cette difficile et sanglante période de conflits intercommunautaires, la reconstruction et le développement du parti révolutionnaire a reçu un coup sévère. Nous ne pouvons qu'espérer que de jeunes militants, ayant une conscience de classe, se mettront en avant pour remplir le vide laissé par la mort du camarade Vincent, afin de continuer la lutte pour libérer du bain de sang communautaire et intercommunautaire cette île torturée, de sorte qu'un phare prolétarien puisse émerger pour Lanka et pour toute l'Asie du Sud.

— Comité exécutif international,
Ligue communiste internationale
8 janvier 1990

James P. Cannon, fondateur du trotskysme américain

Ce mois marque le centenaire de la naissance, le 11 février 1890, de James Patrick Cannon, un des fondateurs du communisme américain et plus tard un des dirigeants de l'Opposition de gauche trotskyste au stalinisme et de la Quatrième Internationale. Cannon incarnait les meilleures qualités de ces révolutionnaires ouvriers américains qui ont embrassé la cause bolchévique. En 1928, comme il assistait au sixième congrès de l'Internationale communiste, il se procura le document de Trotsky contre le cours désastreux du régime bureaucratique de Staline/Boukharine. Quand Cannon et ses camarades cherchèrent à lutter en faveur d'une politique léniniste dans le parti américain stalinisé, ils furent sommairement exclus. Nous publions ci-dessous des extraits de Platform of the Communist Opposition (« Plate-forme de l'Opposition communiste », février 1929), écrite par Cannon, et qui souligne l'importance centrale de la « question russe » pour les révolutionnaires partout dans le monde. Les mises en garde des trotskystes, il y a de cela soixante ans, contre les dangers de restauration capitaliste aggravés par la bureaucratie stalinienne, sont aujourd'hui d'une actualité brûlante.



1890-1974

De la même manière que, partout dans le monde, le mouvement communiste révolutionnaire a été formé et endurci en évaluant la signification des événements de 1914-17, qui ont été marqués par l'effondrement de la Deuxième Internationale et la montée de la Révolution bolchévique, le bolchévisme mondial, son maintien et sa croissance, est conditionné par l'évaluation du cours des événements en Union soviétique et dans l'Internationale communiste dans la période des quatre à cinq dernières années. Toutes les autres questions sont subordonnées à cela et en découlent.

L'effondrement de la Révolution russe en tant que dictature du prolétariat signifierait un retard de dizaines d'années pour le mouvement révolutionnaire en Europe et en Amérique et les soulèvements des peuples colonisés, dont le principal appui aujourd'hui est la victoire de l'Octobre russe. Un effondrement serait suivi par un règne inégalé de la réaction dans le monde entier, et entraînerait la restauration d'une domination impérialiste mondiale sans précédent dans les vingt ou trente dernières années. Le destin de la Révolution russe est par conséquent notre préoccupation principale, et il affecte directement le sort de tous les partis communistes. La défense de la Révolution russe contre toutes les attaques externes et les dangers internes est par conséquent la tâche première et principale de tous les communistes et de tous les ouvriers conscients. Nous sommes les défenseurs de la Révolution russe depuis 1917. Il n'y a pas de rupture dans la continuité de notre position, car notre combat actuel est directement lié à et découle de l'entière de notre

ligne précédente.
[...]

L'origine de la crise actuelle en Union soviétique réside dans la contradiction entre l'existence d'un régime soviétique dans un pays à économie principalement paysanne, et les pressions de l'encerclement capitaliste. Cette crise a été rendue plus aiguë et s'est aggravée du fait de la politique erronée de la direction. Cette politique est enracinée dans la surestimation, par la direction actuelle, de la durée et de la profondeur de la stabilisation temporaire du capitalisme qui a commencé après la défaite des prolétariats allemand et bulgare en 1923.
[...]

C'est sur cette appréciation essentiellement erronée qu'est basée la théorie de la possibilité de construire complètement une société socialiste dans un seul pays (la Russie), une théorie complètement étrangère aux enseignements de Marx, d'Engels et de Lénine et en opposition directe à tous les principes de l'internationalisme révolutionnaire. Intégralement combinée à cette « théorie » réactionnaire est l'idée qu'une économie nationale autosuffisante peut être maintenue si seulement le danger d'une intervention militaire impérialiste est écarté. Que cela conduit inévitablement à l'opportunisme devant la bourgeoisie mondiale (en particulier devant les Etats-Unis, qui constituent la force contre-révolutionnaire principale dans le monde aujourd'hui), cela est montré par la signature du pacte Kellogg par l'Union soviétique et par les fameuses propositions de Litvinov. Que cela conduit à l'abandon de tout ce qu'enseignait Lénine sur la lutte révo-

lutionnaire contre la guerre et le rôle de la bureaucratie ouvrière, cela est montré par la capitulation des syndicats russes dans le Comité anglo-russe. Que cela conduit à la subordination du Parti communiste à la bourgeoisie nationale et à l'abandon du léninisme sur la question nationale et coloniale, cela est montré par le cours catastrophique suivi par le Comintern dans la Révolution chinoise.
[...]

Toutes ces lignes politiques, consciemment ou non, sont basées sur la nécessité d'empêcher une intervention militaire contre l'Union soviétique afin que la construction isolée du socialisme puisse être accomplie là-bas. Le résultat net de cette conception et de ce cours opportunistes, c'est le danger accru de guerre impérialiste contre l'Union soviétique, car le révisionnisme, ici comme ailleurs, n'apporte ni révolution ni réforme.

Le danger grandissant de guerre arrive à un moment où la crise en Russie atteint un point aigu. L'abandon de la voie révolutionnaire prolétarienne, coïncidant avec le début de la lutte pour couper l'Opposition léniniste conduite par L.D. Trotsky du parti, a atteint un point où les classes ennemies ont grossi dans une proportion alarmante et exercent une formidable pression sur le parti et sur l'appareil d'Etat. Du « Paysans, enrichissez-vous ! » de Boukharine et de la théorie que le koulak se développerait dans le socialisme, on est passés rapidement à la situation actuelle où les éléments exploités dans le village (les koulaks) ont fait irruption dans l'arène avec confiance, hardiesse et arrogance pour exiger plus

de concessions et de droits politiques. De la campagne brutale pour éliminer la démocratie dans le parti au cours de la lutte contre l'Opposition léniniste, on est passés rapidement à la consolidation d'un appareil bureaucratique à travers lequel la nouvelle bourgeoisie exerce ses pressions grandissantes.
[...]

L'Opposition léniniste, au contraire, a combattu bec et ongles contre le danger imminent qui menace la révolution. Elle a déployé l'étendard du léninisme et, sous ce drapeau, elle a fait face à une campagne sans précédent de calomnies et de persécutions. ■

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reformer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault.
REALISATION : François Donau.
REVEISEUR-REDACTEUR : Carine Gance.
DIFFUSION : Jean-Luc Etchart.
DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Routage de Paris
5, chemin des Fruitières
93200 La Plaine-St-Denis
Commission paritaire : n° 59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Le PCF et la question allemande

16 février – Bon nombre de militants du PCF sont très préoccupés quant à l'issue de la crise du stalinisme dans les pays de l'Est, et au premier chef en URSS et en Allemagne de l'Est, aujourd'hui point de mire de l'offensive impérialiste pour restaurer le capitalisme dans ces Etats ouvriers déformés et dégénérés. C'est le sort de l'Europe, voire du monde, qui dépend largement des événements en Allemagne de l'Est, et la question immédiatement et dramatiquement posée est comment stopper la réunification capitaliste, la contre-révolution qui se trouve à sa porte.

Depuis novembre, des articles de *l'Humanité* consacrés à l'Allemagne ont fait au jour le jour la chronique des événements qui ponctuent la révolution politique en développement. Mais une constante dans les reportages était, bien entendu, le soutien à la bureaucratie discréditée du SED. Fidèle en son temps à Honecker, le PCF l'est aujourd'hui à Gysi et Modrow comme il l'a été à l'éphémère Krenz. Plus discrets par contre étaient les commentaires critiques de *l'Humanité* sur le rôle du SPD, la social-démocratie allemande qui est le cheval de Troie pour la contre-révolution capitaliste.

Article après article, la presse du PCF s'inquiète à juste titre de la croissance des forces restaurationnistes, fascistes même, en Allemagne de l'Est. *L'Humanité* du 5 janvier relate la manifestation du 3 janvier à Treptower Park, où 250 000 personnes, militants et ex-militants du SED et antifascistes berlinois, protestèrent contre la profanation par les nazis du Mémorial de l'Armée rouge, symbole de la libération de Berlin. *L'Humanité* note la présence de la « Ligue trotskyste », nos cama-

« A bas l'OTAN !
Défense de l'URSS ! » – La banderole des trotskystes allemands au rassemblement antifasciste et prosoviétique auquel le SED a appelé le 3 janvier à Treptow (Berlin-Est).



rades allemands qui ont effectivement « pris leurs distances » vis-à-vis du SED. Dans notre appel à la manifestation et dans le speech de notre camarade depuis la tribune, nous avons présenté notre propre programme et nos critiques du SED dans cette manifestation qui était un authentique front unique (cf. *le Bolchévik* n° 98, janvier).

Un peu plus d'un mois plus tard, avec le SED en pleine décomposition et avec la capitulation de Gorbatchev et Modrow devant le spectre du Quatrième Reich, le rapport présenté devant le comité central du PCF des 12 et 13

février par Francette Lazard, qui se fait largement l'écho des inquiétudes auparavant exprimées dans *l'Humanité*, dénonce encore « le processus d'annexion de fait de la RDA par la RFA » (*l'Humanité*, 13 février). Mais le jour même où elle vote à cette réunion une résolution qui parle de préserver les acquis des pays de l'Est (*Ibid.*), la direction du PCF, à la suite de Gorbatchev et de Modrow, capitule dans les faits aux pressions impérialistes et n'en est plus qu'à demander des « garanties » à une annexion de l'Allemagne de l'Est par les banquiers de Francfort !

Une de ces « garanties » serait que l'Allemagne réunifiée ne fasse pas partie de l'OTAN, et d'après Lajoinie les « garants » seraient « les quatre Grands [...] ». Il s'agit pour eux d'une mission historique qui découle de la victoire sur le nazisme ». (conférence de presse, *l'Humanité*, 14 février). Prêts à abandonner l'Etat ouvrier allemand à une réunification capitaliste (avec « garanties »), les dirigeants stalinien français, au nom d'une illusoire préservation de la paix en Europe, se racrochent... aux impérialismes américain, britannique et français, dont la « mission historique » consiste depuis 1917 en la contre-révolution sanglante pour regagner le bloc soviétique au capitalisme. Tous les Staline, Thälmann et Thorez, et actuellement les Gorbatchev, Modrow et Marchais qui prétendent qu'une « coexistence pacifique » est possible avec ces revanchards ou prétendent que le « désarmement » du bloc soviétique amènera la paix, ne font que désarmer la vigilance du prolétariat et préparent les pires défaites.

Il est impossible que le PCF puisse mener une vraie bataille pour défendre les acquis en Allemagne de l'Est, ou en URSS, lui qui était en ménage et qui ne rêve que de se remettre en ménage avec le sergent-recruteur principal de l'antisoviétisme en Europe – François Mitterrand, qui a même été faire la leçon aux Allemands « neutralistes » du haut du Bundestag en 1983. Marchais a déclaré dans une grande envolée chauvine, à propos de la réunification allemande : « Nous, communistes fran-

Suite page 11

Lettre à propos de deux articles de « l'Humanité » sur l'Allemagne

A la LTF, Paris

le 26 janvier 1990

Camarades,

[...] sur l'Allemagne et sur l'Allemagne et le PCF. Quelques considérations.

[A propos des deux articles parus dans *l'Humanité* du 17 janvier et signés respectivement Claude Marchand et Yves Moreau] c'est dans ce qui n'est pas dit que leur ligne s'exprime. Sauf sur un point qu'il faut relever : la situation est dangereuse pour la RDA, « mais aussi pour la stabilité et la détente en Europe ».

Les stalinien français ont une ligne historique sur l'Allemagne. A la fête de *l'Huma*, ils ont expliqué qu'ils sont prêts à abandonner la Pologne, la Hongrie etc. au nom du « renouveau socialiste ». Mais sur l'Allemagne ils ont un autre problème.

En 1935-36, ils prennent fait et cause pour la défense nationale de leur propre impérialisme contre l'Allemagne nazie parce que Staline n'a déjà plus d'autre solution que la « coexistence pacifique » et les fronts populaires pour écarter les conséquences de sa trahison en Allemagne. Le pacte Staline-Hitler, une conséquence logique de l'échec de sa politique de front populaire, va leur poser quelques problèmes et nous aurons la première scission social-démocrate. Ce fâcheux intermède passé, l'Allemagne redevient l'ennemi absolu. L'Armée rouge écrase Hitler, et le colonel Fabien va mourir quelque part en Alsace à la tête de sa fameuse colonne. A Paris, on inaugure à quelques cen-

taines de mètres de distance, la place du colonel Fabien (où le PCF a aujourd'hui son siège) et la place de Stalingrad. Toute la question allemande, vue par les stalinien, est là ! (Fabien est le premier terroriste du PCF qui abattra, au hasard, un officier de la *Kriegsmarine* au métro Barbès).

Les USA pour un très court temps, parce que leurs dirigeants n'avaient pas encore compris toutes les implications de la nouvelle guerre antisoviétique qu'ils venaient de lancer, proposent de réduire l'Allemagne en contrée agricole : Moscou applaudit, et Thorez en rajoute. La guerre froide remet les pendules à l'heure. Les USA reconstruisent le capitalisme ouest-allemand et la RDA est créée.

Depuis lors le PCF a une ligne : nous aimons tant l'Allemagne que nous préférons qu'il y en ait plusieurs ! Une ligne qui est parallèle à celle de la bourgeoisie française. La « défense » de l'URSS et la défense de la France ne semblent pas contradictoires quand il s'agit de la question allemande.

Le problème c'est que depuis dès avant 1918 la France n'a plus les moyens de sa politique allemande (dépeçage et maintien d'une ou plusieurs Allemagne faibles). En 1918 l'état-major voulait créer une fédération des Etats du Rhin neutres et sous la coupe de la France (même chose en 1944 ! cf. de Gaulle). Les USA et la GB y mettent bon ordre. Dans les années cinquante, les gouvernements socialo-radicaux ne peuvent s'opposer au réarmement de la RFA. Les stals sont toujours contre évidemment, au nom de la défense de la

paix, comprendre « défense » de l'URSS et de la France ! La politique gaulliste de détente avec Moscou doit être comprise en grande partie comme une tentative de retarder l'inévitable : l'émergence de la RFA comme l'impérialisme dominant en Europe. Le PCF va se retrouver dans une situation intolérable, un « quasi-fasciste » qui fait ami-ami avec Moscou, qui fiche les Américains à la porte, qui construit une force de frappe nucléaire « tous azimuts », qui cherche à retarder ou à contrôler la montée en puissance allemande ! Ceux qui ont été, à l'époque, en URSS comme jeunes stalinien se souviennent des toasts amers à la santé de la politique de paix gaullienne !

Depuis quelques années, la politique de Mitterrand est conditionnée par la peur de l'« Ostpolitik » qui ne peut que renforcer l'Allemagne et marquer la fin, des illusions de grandeur de la France. D'où le discours « antineutraliste » au Reichstag et maintenant l'« intégration européenne » à marche forcée dans l'espoir surréaliste que cela détournera Bonn de ses appétits à l'Est ! Le PCF est encore une fois dans une position intolérable ! D'où sa ou ses positions incohérentes sur l'Europe.

[...] la ligne exposée dans *l'Huma* [...] va satisfaire les archéos parce que c'est une version de la ligne « anti-guerre » classique. Bien sûr, dans la mesure où la vieille politique « le peuple de France ne fera jamais la guerre à l'URSS » est quelque peu dépassée l'aspect « ligne bleue des Vosges » (qui a toujours existé) est mis plus en avant [...].

William

NOTE DE LA REDACTION

Notre article « Le renégat Mandel et la révolution politique en RDA », publié dans le précédent numéro du *Bolchévik* (n° 98, janvier), était sur certains aspects simplificateur et donc ratait la cible. Si Mandel affirme qu'il est pour la révolution politique en Allemagne de l'Est et qu'il faut lancer toutes les forces dans cette direction, il n'a bien en fait qu'un programme qui représente une acceptation de la réunification capitaliste de l'Allemagne. Mandel, aujourd'hui engagé dans une bataille à l'intérieur de sa propre organisation (le SU – Secrétariat unifié), est un centriste intelligent, capable de présenter deux visages. Nous publierons prochainement un article plus étendu et circonstancié.

Gorbatchev cède sur le Quatrième Reich

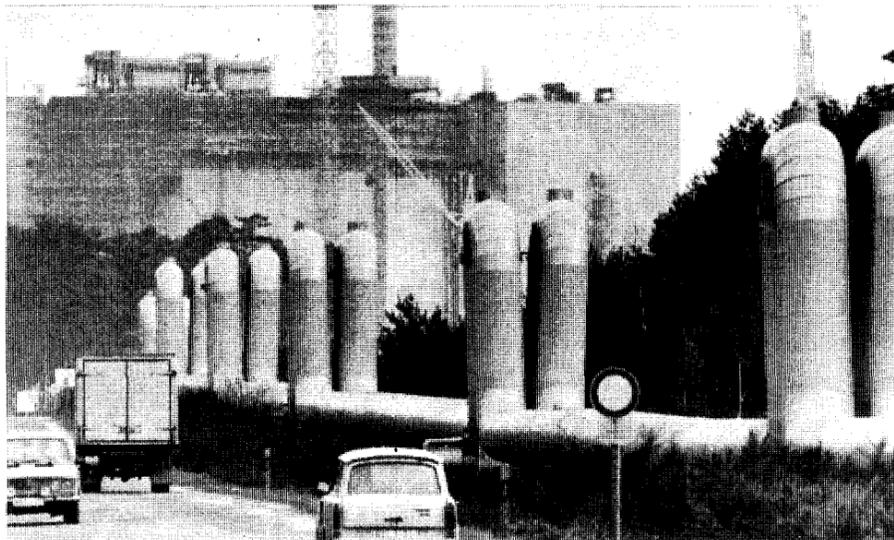
Halte au bradage de la RDA!

Nous reproduisons ci-dessous un article adapté de Workers Vanguard n° 495 (9 février), le journal de nos camarades américains de la Spartacist League. Pour un développement plus récent des événements en Allemagne, nous renvoyons nos lecteurs à la déclaration faite par nos camarades allemands dans leur journal, Arbeiterpressekorrespondenz n° 23, que nous publions en première page de ce numéro.

9 février - Cédant à la campagne impérialiste de pressions et de menaces, les dirigeants de l'URSS et de la République démocratique allemande (DDR) ont donné le feu vert à l'annexion de la DDR par l'Allemagne de l'Ouest capitaliste. Début février, le président Mikhaïl Gorbatchev est revenu sur sa position précédente et affirme maintenant que « l'unité des Allemands » est « acceptable pour tous ». Venu en consultation chez Gorbatchev, le premier ministre est-allemand Modrow, le lendemain de son retour, présentait un plan par étapes pour une communauté contractuelle, une confédération, une fédération et aboutissant à une « seule patrie allemande ». Cette capitulation constitue une menace mortelle pour l'Etat ouvrier est-allemand et pour les acquis sociaux durement gagnés par les travailleurs.

Depuis l'éviction, en automne dernier, du régime sclérosé de Honecker à Berlin-Est, les politiciens de Bonn ont essayé d'enrayer une révolution politique qui se développait contre le régime stalinien, en poussant la DDR vers une réunification capitaliste avec la République fédérale allemande (BRD). Le chrétien-démocrate Helmut Kohl et le social-démocrate Willy Brandt, en particulier, ont embouché chacun à sa manière la trompette du nationalisme allemand. Les manifestations hebdomadaires proréunification à Leipzig agissent comme caisse de résonance. Là et ailleurs, les nazis se sont enhardis de plus en plus, démontrant avec leur violence anticommuniste et xénophobe et leurs incitations à la haine raciale ce qu'apporterait avec lui un Quatrième Reich allemand réunifié.

Pendant ce temps, la social-démocratie (SPD) a pris l'initiative comme fer de lance de la réunification. A la veille des déclarations de Gorbatchev/Modrow, Brandt, le parrain du SPD, proclamait triomphalement : « L'affaire est faite. » Pendant le



Der Spiegel

week-end, le SPD appelait à introduire le deutsche mark comme monnaie officielle de la DDR. Une telle union monétaire transférerait le contrôle de l'économie est-allemande aux banquiers de Francfort. La proposition a été rapidement reprise à son propre compte par le chancelier CDU Kohl. A Berlin-Est, le ministre de l'Economie Christa Luft mettait en garde que cela signifierait un chômage massif, mais appelait à un référendum sur cette proposition. Pour la DDR, la contre-révolution se tient sur le seuil de la porte.

Dans les deux dernières semaines, saisi de panique, Modrow a donné son accord pour avancer la date des élections au Volkskammer (le parlement de la DDR) du 6 mai au 18 mars, dans à peine cinq semaines, et élargi le gouvernement de coalition pour englober les huit partis de l'opposition qui participent à la Table ronde. Cela met maintenant les staliniens en pleine désintégration en position minoritaire au gouvernement. Le Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), qui a dirigé la DDR depuis la création de l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, a cherché à prendre ses distances avec son passé stalinien, et dimanche dernier il s'est rebaptisé le Parti du socialisme démocratique (PDS). Cependant, SED ou PDS, l'appareil stalinien est en train de se disloquer.

Mais les plans des impérialistes et du SPD pour une contre-révolution progressive ont buté et butent sur une pierre d'achoppement : le puissant attachement aux valeurs socialistes de larges couches de la population est-allemande. Cela s'est reflété dans un

article de Carl Bernstein (c'est lui qui a révélé le scandale du Watergate) dans la revue Time du 22 janvier. Alors que les médias occidentaux croassent sur la « mort du communisme », il écrivait : « Peut-être que j'ai été dans un autre Berlin-Est que celui sur lequel j'ai lu des choses dans les journaux [...]. A Berlin-Est, où j'ai pris les trains qui vont à l'Ouest ou qui en reviennent à partir de la gare de Friedrichstrasse, où je suis entré dans les cafés, dans les discothèques et dans les magasins et où j'ai demandé aux gens ce qu'ils pensaient, je pouvais difficilement trouver des citoyens qui disaient qu'ils voulaient une Allemagne réunifiée et unitaire [...]. La plupart étaient catégoriques. Jamais, disaient-ils. Ils aiment leur pays. La République démocratique allemande, et pas la République fédérale de l'Ouest. Ils croient dans le socialisme. Encore maintenant. Pas le socialisme de leurs dirigeants déçus et discrédités, mais le socialisme qu'on leur a enseigné comme idéal depuis quarante ans. » Une femme disait, « Gardez le Mur » : « S'ils créent des problèmes, nous pouvons fermer la frontière. Nous avons entendu qu'il y a des néo-fascistes en Allemagne de l'Ouest. Nous savons cela d'après leurs propres informations. Nous n'avons pas de fascisme et les gens ici ne l'accepteront jamais. Maintenant, peut-être qu'il y aura une certaine forme d'économie mixte. Mais pas s'il y a davantage de pauvres. Nous n'accepterons pas le chômage. Démocratie et socialisme. C'est le but. »

Le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD, Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne) notait, dans une déclaration faite le 21 janvier, que depuis la puissante manifestation de Treptow contre le fascisme et en solidarité avec l'Union soviétique, « les capitalistes - avec le SPD social-démocrate en première ligne - ont intensifié leur assaut acharné contre les fondements sociaux de la DDR. » La déclaration affirmait également que « les élections au Volkskammer sont en train de se transformer en plébiscite sur l'existence future de la DDR en tant qu'Etat ouvrier. »

Avec sa nouvelle loi sur les joint-ventures et les discussions sur l'adoption du deutsche mark, avec un gouvernement de coalition élargi et l'appel de Modrow pour une « seule patrie allemande », les dirigeants de la DDR se sont inclinés devant le Diktat de Bonn. Ce n'était pas parce que l'économie est en crise : malgré le départ pour l'Ouest, l'an dernier, de



Der Spiegel

Le premier ministre est-allemand Hans Modrow (à droite) plie devant le chancelier Kohl et brade l'économie collectivisée de l'Allemagne de l'Est.

plus de 300 000 personnes, principalement des jeunes (et ces départs se poursuivent), l'économie a connu une croissance de 2% et les magasins sont bien approvisionnés.

Mais les contre-révolutionnaires sont actifs. Dans une manifestation devant le Volkskammer, où le marteau et le compas furent arrachés du drapeau est-allemand, une banderole menaçait : « Qui vote pour le SED vote pour la guerre civile. » Dans une interview du 16 janvier au Washington Post, le président du SED-PDS Gysi notait : « Le pouvoir ne réside pas entre les mains du parti, il réside dans la rue. Maintenant, tout est polarisé. Chaque fois que je vais quelque part, je suis soit chaleureusement acclamé et applaudi, soit sifflé et hué. Il n'y a rien entre les deux. »

Gysi disait qu'il est extrêmement improbable qu'ils gagnent les élections, mais que « si d'une manière ou d'une autre nous gagnons, dans les conditions actuelles, un minimum de 500 000 personnes quitteraient » la DDR. D'un autre côté, « si c'est l'opposition qui gagne, alors 500 000 membres et sympathisants de mon parti partiraient, parce qu'ils auraient peur de ce qui leur arriverait. » Partir pour où ?

Cependant, la réponse des dirigeants du SED-PDS à cette polarisation, c'est la paralysie et l'effondrement. La tâche centrale est maintenant de mettre sur pied un nouveau parti communiste basé sur la tradition internationaliste des trois L - Lénine, Liebknecht et Luxemburg. C'est cette tâche qu'ont entreprise la TLD et les Spartakist-Gruppen qui se sont réunis pour fonder, le 21 janvier, le Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne sur la base, entre autres, des documents « Ce que veulent les spartakistes » (cf. le Bolchévik n° 98, janvier) et « Lettre ouverte à tous les communistes » (cf. dans ce numéro pages 6 et 7).

Comme l'expliquait, dans un meeting à New York, le 26 janvier, l'orateur de notre organisation secour aux USA, la Spartacist League : « Ces bureaucrates savent la défense de la DDR. La DDR ne leur appartient pas. La DDR appartient aux travailleurs qui l'ont construite. Elle appartient aux femmes travailleuses qui ont un double fardeau. Elle appartient aussi aux travailleurs originaires de l'étranger qui ont apporté une contribution spéciale. Elle appartient également aux soldats de l'Armée rouge qui se tiennent à leur poste sur la ligne de front de la lutte contre l'impérialisme. Et elle appartient à nous tous, et aux prolétaires de tous les pays. »

CORRECTION

Dans l'article « Non à la réunification capitaliste ! Pour une Allemagne rouge ! - Construisez des conseils d'ouvriers et de soldats, maintenant ! », paru dans le Bolchévik n° 98 (janvier), le paragraphe qui termine la page 5 et qui continue en page 11 a été amputé, ce qui rend sa lecture incompréhensible. Ci-dessous, nous reproduisons dans son intégralité le paragraphe amputé.

Les staliniens rejettent toute possibilité de révolution socialiste à l'Ouest et acceptent l'hégémonie du SPD sur les travailleurs ouest-allemands comme un fait irréversible. Mais, comme l'écrit Arbeiterkorrespondenz n° 2 (8 décembre) : « Rien n'a fait plus pour enchaîner la classe ouvrière ouest-

allemande à la social-démocratie que les crimes du stalinisme, d'Est et d'Ouest. Aujourd'hui, le SPD/SDP est le fer de lance pour la contre-révolution capitaliste. » Comme tâche immédiate, la TLD appelle à la mobilisation de la puissance organisée de la classe ouvrière allemande à l'Est et à l'Ouest pour écraser la menace fasciste. L'appel à un front unique ouvrier contre les néo-nazis rencontre une réponse puissante, y compris parmi les travailleurs est-allemands rendus inquiets par les résultats obtenus par les candidats Républicaners en Allemagne de l'Ouest et les provocations fascistes en DDR. De telles actions de masse, urgemment nécessaires, seraient un puissant pas en avant pour forger l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière allemande.

Le Parti ouvrier spartakiste dans les élections en RDA

Nous reproduisons ci-dessous la traduction d'une dépêche de l'agence de presse est-allemande Allgemeine Deutsche Nachrichten du 6 février.

Berlin (ADN). Le Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne se présente aux élections parlementaires de DDR, « pour rassembler et mobiliser la classe ouvrière contre le bradage de l'Etat ouvrier ». C'est ce qu'a déclaré Gunther Ilzig, membre fondateur de ce parti, lors d'une conférence de presse à Berlin mardi. Le parti léniniste-trotskyiste mène sa campagne électorale contre la restauration capitaliste, contre le danger fasciste et pour la défense de la DDR et de l'URSS. C'est une question de protéger la propriété collectivisée. « Les usines appartiennent au peuple et les bureaucrates n'ont aucun droit de les brader pour une bouchée de pain », affirmait une déclaration distribuée à la conférence de presse. « Stoppons la menace fasciste pendant qu'elle est encore faible ! Et n'oubliez pas que vingt millions de citoyens soviétiques sont morts dans la lutte contre le fascisme », notait aussi la déclaration. Le parti demande que les con-

quêtes de la révolution d'Octobre 1917 soient étendues à toute l'humanité à travers la révolution prolétarienne internationale. La campagne électorale des spartakistes est une plate-forme pour la lutte de classe. Ils font campagne, pour stopper la

sape des acquis sociaux en DDR. Le droit au travail, des loyers bon marché, des retraites garanties, les soins médicaux gratuits, des crèches et le droit des femmes à l'avortement doivent être protégés. « Nous devons nous battre pour nos emplois - contre

le rachat de nos usines par les capitalistes, ce qui est nécessaire ce sont des grèves, des occupations d'usines et le contrôle ouvrier. Balayons les fascistes des rues de Leipzig et des autres villes avec des actions de front unique ouvrier » exige la déclaration.

Le parti, fondé le 21 janvier en DDR, se considère comme un parti d'avant-garde qui représentera les intérêts de la classe ouvrière et qui est organisé dans les deux Etats allemands. Il se bat pour le pouvoir politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire pour le gouvernement des conseils d'ouvriers et de soldats, a déclaré Ilzig. « Le Parti ouvrier spartakiste travaille pour le pouvoir des soviets comme seule possibilité d'empêcher la restauration du capitalisme en DDR. Maintenant Gorbatchev dit "oui" à un Quatrième Reich. Avec son appel pour "Une Allemagne - une patrie", Modrow prépare l'enterrement de la DDR, en capitulant aux menaces et aux pressions de Bonn et des laquais du capital, principalement les sociaux-démocrates », déclarait le communiqué de presse.



30 décembre 1989 - Banderole spartakiste à la manifestation antifasciste de Treptow Park : « Pour le communisme de Lénine, Liebknecht, Luxemburg ! Pour un parti léniniste égalitariste ! »

Anschluss...

Suite de la page 1

organisations de femmes et de jeunes, des retraités et des travailleurs des fermes collectives. Appelez vos frères de classe à l'extérieur de la DDR à se joindre à vous dans une lutte commune contre les vampires de Francfort et de Bonn. Les travailleurs de NARVA devraient organiser des délégations à Osram et Siemens afin de les engager dans la lutte. Les ouvriers imprimeurs peuvent appeler les ouvriers papetiers en Finlande à combattre les coupures dans les approvisionnements en papier qui affecteront également leurs emplois.

Le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD) déclare : Non à la « Grande coalition » de trahison - En avant vers un gouvernement des conseils d'ouvriers et de soldats !

Gorbatchev a déjà cédé sur un nouveau Quatrième Reich. Kohl et Bush insistent pour qu'une Allemagne réunifiée soit membre de l'OTAN. Il ne saurait être plus clair qu'une telle Allemagne réunifiée serait en première ligne dans la campagne impérialiste visant à détruire l'Union soviétique, le pays de la révolution d'Octobre. Modrow affirme qu'une DDR post-Anschluss peut être une « zone démilitarisée ». Rappelez-vous Hitler et la Rhénanie démilitarisée ! Après sa rencontre avec Kohl, Modrow a essayé de prétendre de manière rassurante que « Deutschland - einig Vaterland » [Allemagne - Patrie unie] ne signifierait pas un nouveau Quatrième Reich, affirmant que Kohl a

déjà « accepté la frontière Oder-Neisse ». Kohl a immédiatement « corrigé » ce « malentendu », en disant : « Je n'ai dit à Moscou que ce que j'ai toujours dit. » Gorbatchev et Modrow pensent qu'ils peuvent traiter avec les impérialistes. Mais Kohl a toujours affirmé clairement qu'une « grande Allemagne » ne serait pas limitée aux frontières actuelles des deux

fasciste. Quand une meute d'éléments de droite a mis à sac le quartier général de l'ancienne police politique, la Stasi, les impérialistes ont prétendu que le gouvernement avait également monté cela. Mais les contre-révolutionnaires sont en train d'agiter le spectre de la guerre civile.

La réponse des dirigeants du SED-PDS à cette polarisation, est l'effon-

- il faut savoir la vérité ! C'est la seule méthode qui sert la cause des travailleurs.

La mobilisation antinazie à Treptow a ouvert la possibilité d'une puissante lutte pour écraser la contre-révolution, non seulement la racaille fasciste, mais aussi ses maîtres capitalistes cyniques. Mais cela ne pourra être qu'une lutte révolutionnaire de la classe ouvrière. Et

Des soldats soviétiques prêtent serment à Berlin-Est. L'Armée rouge est un rempart contre une invasion, par la Bundeswehr, de l'Allemagne de l'Est et au-delà.



Etats allemands.

Le SpAD appelle de façon pressante la classe ouvrière et tous ceux qui s'opposent à la contre-révolution à lutter contre le bradage de la DDR. Le porte-parole du SpAD, Gunther Ilzig, a insisté sur ce point lors d'une conférence de presse à Berlin-Est : « Nous combattons résolument la création d'un tel Quatrième Reich, qui serait un énorme juggernaut [char] belliciste au cœur de l'Europe et une menace constante pour tous les peuples. Nous ne savons que trop bien et n'avons jamais oublié les horreurs que l'impérialisme allemand a déjà perpétrées au cours de ce siècle. »

Le fort sentiment de larges couches de la population contre la réunification capitaliste s'est montré, le 3 janvier à Treptow, dans une « manifestation de combat » à laquelle a participé plus de monde que dans les plus grandes des manifestations du lundi soir à Leipzig. Les impérialistes, avec les Allemands de l'Ouest en tête, ont donc réagi vivement. Ils ont prétendu que le SED avait exagéré ou peut-être inventé le danger

drement et la capitulation. Dans les usines, les sociaux-démocrates fomentent une campagne pour mettre les membres et anciens membres du SED sur des listes noires. Ils veulent aussi empêcher les dizaines de milliers d'anciens employés du Ministère de la Sécurité d'Etat de jamais travailler à nouveau. Le gouvernement alimente cette atmosphère de purge anticommuniste en faisant passer en jugement les anciens dirigeants accusés de corruption et d'abus de pouvoir, sous l'inculpation de haute trahison. Nous lançons une mise en garde : la recherche de boucs émissaires et les procès-spectacles à la manière de Staline ne feront qu'aiguïser une soif de sang qui préparera le terrain à des massacres contre-révolutionnaires.

Nous déclarons à nouveau que les responsables coupables de crimes devraient bénéficier d'un procès dans les règles, et nous sommes opposés à un traitement privilégié pour les bureaucrates et leur police secrète. Les méthodes staliniennes doivent être extirpées. Pas de chasses aux sorcières

après des décennies passées à chercher à se concilier l'impérialisme tout en ayant recours à des mesures bureaucratiques pour imposer leur mensonge du « socialisme dans un seul demi-pays », les staliniens n'ont rien d'autre à proposer qu'une *Verfassungsschutz* [police politique].

La TLD et les Spartakist-Gruppen se sont réunis dans le Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), qui s'adresse aux membres du SED qui l'ont quitté par dégoût des trahisons de leurs dirigeants traîtres staliniens ; à ceux qui sont venus à Treptow pour lutter contre la menace fasciste et qui ont juré de stopper la peste brune à Leipzig et partout où elle peut apparaître ; aux travailleurs qui veulent résister au rachat de leurs usines et au bradage de la DDR. L'ensemble du monde capitaliste est en train de saliver à la perspective de dévorer la DDR - « Aujourd'hui l'Allemagne de l'Est, demain la Russie ». Les ouvriers allemands révolutionnaires disent non !

LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS !

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe : 40 F (avion 60 F)
Etranger : mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

TEL _____

Ecrire au Bolchévik,
B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10



Berlin-Est, le 14 janvier – Les banderoles des trotskystes allemands dans le rassemblement pour le 71ème anniversaire de la mort de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, qui a rassemblé un quart de million de personnes.

Lettre ouverte à tous les communistes

La lettre ouverte ci-dessous des Spartakist-Gruppen et de la Trotzkistische Liga Deutschlands est traduite de Arbeiterpressekorrespondenz n° 18 (12 janvier).

Pleinement conscients du danger réel actuel représenté par les forces de la droite radicale, allant de pair avec une campagne massive de haine anticomuniste dans les médias bourgeois d'Allemagne de l'Ouest, attisée par le SPD, et la menace de bradage de la DDR [République démocratique allemande] à la Deutsche Bank et consorts.

Reproduit d'«Arprekorr»

Pour assurer la protection de notre Etat ouvrier et de la propriété du peuple, des groupes de défense, constitués de collègues disciplinés et entraînés, et incluant de nombreux membres et unités réorganisées des groupes de combat de la classe ouvrière, devraient être mis sur pied dans les usines. La classe ouvrière doit engager la bataille contre le fascisme de manière organi-

● Qui essaie d'instituer, maintenant aussi en DDR, la pratique illégale des *Berufsverbote* [interdits professionnels] style SPD, pratique principalement dirigée contre les membres du SED-PDS ?

● Y aura-t-il des attaques sociales, c'est-à-dire des diminutions de salaire ?

● Le congé de maternité d'un an existera-t-il toujours dans l'avenir ?

La politique suivie par le gouvernement de coalition de Modrow a pour objectif de donner le feu vert au capital avec l'aide des amendements à la constitution et aux lois, dans le but de légaliser les fameuses joint-ventures avec des entreprises occidentales, pour autoriser la protection du capital et le transfert des profits. C'est une attaque directe contre le droit au travail, et cela met en danger des subventions socialement justifiées. L'explosion des prix et des loyers frappera avant tout les femmes seules, les retraités et tous ceux qui ont de faibles revenus.

Cette politique économique de marché, procapital et antiouvrière doit être résolument combattue ! Nous proposons que des délégations ouvrières des usines de DDR rendent visite à leurs frères de classe ouest-allemands de Siemens, Osram, Braun, etc., afin de travailler ensemble contre le bradage.

CONSEILS D'OUVRIERS ET DE SOLDATS AU POUVOIR !

Le SED-PDS propose maintenant de former des conseils d'usines « avant l'arrivée du capital » (*Neues Deutschland*, 11 janvier). Les spartakistes appellent à former des conseils d'ouvriers et de soldats pour empêcher le capital d'arriver ! La réintroduction de l'exploitation capitaliste met en danger tous les travailleurs et l'existence même de la DDR. Pour défendre nos acquis sociaux et ouvrir la voie au socialisme, nous devons remplacer le régime arbitraire de la bureaucratie stalinienne par le pouvoir révolutionnaire des soviets, dans toute l'Allemagne.

Les travailleurs doivent prendre eux-même en main le contrôle des entreprises et des institutions en formant des conseils [soviets]. Dans ces conseils, au sein desquels tous les courants dans la classe ouvrière sont représentés, des débats libres et ouverts auront lieu sur tous les problèmes d'actualité. Ils représenteront ainsi directement les intérêts de tous les travailleurs, et les délégués pourront être révoqués à tout moment. De tels conseils devront se

préoccuper des intérêts généraux de la société – par exemple aussi le contrôle des prix – et ils constitueront ainsi la forme de gouvernement la plus démocratique, un million de fois plus démocratique que ne pourra jamais l'être aucun gouvernement parlementariste bourgeois.

Des conseils ouvriers révolutionnaires se battraient pour des crèches gratuites 24 heures sur 24, et aussi pour permettre aux femmes de participer pleinement à la vie sociale et politique. Les conseils d'ouvriers et de soldats seront la ferme garantie de la défense de la propriété socialisée des moyens de production. La planification centralisée de l'économie ne peut pleinement développer ses énormes avantages qu'en liaison avec la démocratie ouvrière.

POUR LES PLEINS DROITS DE CITOYENNETE POUR TOUS LES COLLEGUES ETRANGERS TRAVAILLANT EN DDR ET POUR LEUR FAMILLE !

Les actes de discrimination qui se sont récemment multipliés contre nos collègues de Pologne, du Vietnam, du Mozambique, etc. doivent être stoppés immédiatement ! Tous ceux qui travaillent et vivent ici, quelle que soit leur nationalité, doivent avoir les mêmes droits que tout citoyen est-allemand. Bien sûr, les familles des soldats de l'Armée rouge et les femmes soviétiques vivant ici doivent aussi jouir à part entière des acquis sociaux.

Dans le but d'empêcher la spéculation, des restrictions sur les achats dirigées contre nos frères de classe sont un moyen inapproprié, parce qu'elles ne font qu'attiser le nationalisme. A notre avis, des contrôles douaniers appropriés offrent une protection adéquate contre le commerce des produits subventionnés par l'Etat. Des comités de travailleurs, dans chaque lieu d'habitation, devraient s'assurer que les prix n'ont pas augmenté, qu'un arrêt est mis à la spéculation et qu'ainsi chacun puisse s'approvisionner sans discrimination.

La lutte pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les travailleurs émigrés, à l'Est et à l'Ouest, aidera à surmonter la division, au sein de la classe ouvrière en BRD [République fédérale allemande], entre les travailleurs allemands et turcs. Ce sont précisément les travailleurs turcs qui en Allemagne de l'Ouest sont en première ligne dans la lutte de classes. Nos frères de classe en République fédérale, et aussi à Berlin-Ouest, doivent nous aider à empêcher le bradage de la DDR.

Le 3 janvier 1990, quelque 250 000 Berlinois ont dit, par leur puissante



L'oratrice trotskyste Renate Dahlhaus (en bas à droite) prend la parole lors de la mobilisation antifasciste du 3 janvier qui a réuni plus de 250 000 personnes à Berlin-Est.

nous suggérons un programme d'action à tous les communistes dans et hors du SED-PDS :

COMBATTRE LE FASCISME !

Dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, pour une protection efficace des cimetières-mémoriaux des soldats soviétiques, des combattants de la résistance antifasciste et des citoyens juifs, nous proposons des patrouilles conjointes de soldats de l'Armée rouge et de la NVA [armée de la DDR], de membres de la *Volkspolizei* [police du peuple], d'auxiliaires de la VP et de groupes de défense ouvriers des usines.

La cible préférée de la propagande de haine anticomuniste des néonazis, ce sont par-dessus tout les travailleurs qui ont émigré [en DDR]. C'est le devoir de tous les travailleurs de défendre nos collègues étrangers. Contre la terreur nazie, nous organisons des fronts uniques ouvriers à l'Est et à l'Ouest, fidèles au principe de Lénine : marcher séparément, frapper ensemble !

sée, pour l'écraser dans l'œuf quand il est encore faible. C'est pourquoi nous avançons le mot d'ordre : pour des milices ouvrières conjointes, sous le contrôle des conseils d'ouvriers et de soldats !

CONTRE LE BRADAGE DE LA DDR !

La situation financière actuelle de chaque usine et institution doit être révélée par les directeurs et gestionnaires responsables. Des réponses claires et directes doivent être données aux travailleurs à des questions telles que :

● Qui donne le pouvoir aux directeurs généraux/directeurs de vendre la propriété du peuple à des prix de bradage ?

● Quelles sont l'influence et l'importance du capital déjà investi dans les usines ?

● Est-ce que des licenciements sont réalisés ou prévus ?

● De nouveaux privilèges sont-ils prévus pour certaines catégories ?

La déclaration ci-dessous a été publiée dans le n° 67 (17 janvier) de Spartakist, le journal de nos camarades allemands.

D'où vient l'argent

Déclaration du secrétariat international de la LCI et du comité central de la TLD

Ces derniers temps, nous avons publié notre journal Arbeiterpresse-korrespondenz presque quotidiennement. Cela coûte vraiment beaucoup d'argent, approximativement 17 000 deutsche marks par semaine. Nous espérons aussi pouvoir publier prochainement un hebdomadaire en DDR [République démocratique allemande].

Cet argent, tiré des réserves en voie d'épuisement de la Ligue communiste internationale, a été accumulé depuis plusieurs années grâce à des cotisations élevées payées sur les salaires de travailleurs très conscients dans dix pays. Ces contributions varient en fonction du niveau des salaires perçus par les travailleurs dans les différents pays. Ce sont nos militants en Allemagne de l'Ouest qui, en fonction de leurs salaires, ont payé le plus, mais les militants de la LCI de France et des Etats-Unis, du Canada et d'Australie ont aussi apporté leur contribution. Les camarades britanniques sont trop pauvres et les camarades japonais et italiens trop peu nombreux, mais malgré cela eux aussi ont contribué. Et même les camarades dans des pays comme le Mexique et Lanka, et ailleurs en Asie du Sud, qui ont reçu un soutien financier de la LCI, ont aidé autant qu'ils l'ont pu. Parfois, quand la grand-mère économe d'un camarade décède, nous recevons une part de l'héritage comme contribution exceptionnelle. Voilà d'où vient notre argent.

La sociologie de nos finances est exactement comme on pourrait s'y attendre. Notre organisation internationale compte dans ses rangs moins d'un millier de personnes sur toute la planète, et ceux-ci travaillent tous pour gagner leur vie. Des pays à haut niveau de salaires, avec des camarades plus âgés et plus nombreux, nous recevons un surplus. En revanche, notre organisation internationale fournit de modestes subsides à nos plus petites sections, qui ont des camarades plus jeunes, avec moins d'expérience professionnelle et à un niveau moins élevé de

salaires ; ce faisant, nous ne voulons pas créer un paradis illusoire et éphémère, mais plutôt favoriser leur développement.

Depuis l'époque de la Nouvelle Gauche, les administrations universitaires aux Etats-Unis, c'est-à-dire en dernière analyse les autorités de l'Etat, proposent de subventionner les activités étudiantes (radicales). Nous nous sommes battus avec succès contre l'acceptation même d'un cent de ce soutien financier parrainé par le gouvernement.

C'est dans cet esprit, et en accord avec ce programme, que nous faisons notre travail en DDR. Nous ne voulons pas même un pfennig de subvention de quiconque, à l'exception de ceux qui sont de quelque façon sérieusement en accord avec notre programme.

Par conséquent, les travailleurs de BRD [République fédérale allemande] ou de DDR qui paient un ou deux marks pour lire notre presse sont indispensables pour que nos publications continuent à paraître. En ce moment, la conscience de classe du prolétariat ouest-allemand est au creux de la vague, ce qui à n'en pas douter est décourageant pour les militants en DDR. La combativité a des hauts et des bas. Des luttes économiques de grande ampleur sont à l'ordre du jour en BRD cette année ; la position des ouvriers de l'Ouest envers la DDR sera alors peut-être complètement différente.

Et bien sûr, quand une action importante est envisagée, ou quand survient dans le monde un événement nouveau et important, nous faisons des campagnes financières. Le Partisan Defense Committee (PDC), une organisation [américaine] de défense légale et sociale non sectaire associée avec la LCI, a reçu, principalement venant de

syndicats avec une forte proportion de membres noirs, 42 000 dollars de dons pour la série de manifestations et rassemblements contre les nazis et le Ku Klux Klan dont nous avons été récemment à l'initiative aux Etats-Unis. Avant cela, pendant la grève des mineurs britanniques de 1984, le PDC avait collecté 23 000 dollars de dons venant du mouvement ouvrier dans toute l'Amérique et au niveau international, en soutien à cette bataille menée avec acharnement mais malheureusement perdue contre le malfaisant premier ministre Thatcher.

Plus récemment, nous [le PDC et ses organisations sœurs internationales, dont le Comité de défense sociale en France, CDD] avons collecté 50 000 dollars auprès de communistes de gauche et de défenseurs combatifs des droits des femmes partout dans le monde, un argent que le gouvernement afghan a utilisé pour venir en aide aux victimes des durs combats autour de Jalalabad, une bataille qui a stoppé net les contre-révolutionnaires en Afghanistan. Les campagnes du PDC, étant de nature publique, font aussi l'objet d'audits approfondis, montrant ainsi à tous que les fonds ont été bien employés, à bonne fin.

Et aujourd'hui, dans le monde entier, selon leurs moyens, des socialistes et communistes radicaux envoient de l'argent directement à notre organisation politique à travers le Fonds Lénine-Liebkecht-Luxemburg, pour soutenir le travail de nos camarades dans la révolution politique est-allemande. Mais ces dons viennent essentiellement de personnes d'un certain âge, aujourd'hui à la retraite, ou d'autres qui sympathisent avec le communisme et dont les ressources financières s'amaigrissent. En général, ces campagnes financières sont entreprises pour un objectif très spécifique et quand des circonstances urgentes le nécessitent, et ne constituent pas la base pour le travail politique régulier de notre organisation internationale ou de ses sections.

Les trotskystes authentiques du monde entier ont fait tout ce qui est en leur pouvoir pour défendre la DDR contre l'absorption dans le capitalisme, et l'URSS contre les provocations impérialistes. En ce moment, nous sommes perçus à juste titre en DDR comme ceux qui expriment les espoirs de millions de travailleurs et de secteurs de l'intelligentsia, et qui peuvent contre-carrer leurs craintes. Notre organisation internationale, la LCI, continuera à essayer d'apporter son aide, et elle l'apportera. Mais publier notre presse dans toute l'Allemagne, c'est essentiellement la responsabilité de ceux qui soutiennent la fondation d'un Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne qui émergera des Spartakist-Gruppen, de la Trotskistische Liga Deutschlands et des autres militants qui soutiennent le programme fondamental de notre groupement politique.

Versez au Fonds Lénine-Liebkecht-Luxemburg !

Le sort de la révolution politique ouvrière qui se développe en Allemagne est en train de se jouer. Les contributions financières des internationalistes sont une nécessité urgente pour qu'aïlle de l'avant l'intervention cruciale des léninistes. Envoyez vos chèques à l'ordre de la LTF et mandats postaux à l'ordre du « Bolchévik » à l'adresse suivante : LB - BP 135-10 - 75463 Paris Cedex 10. (Préciser : « Fonds Lénine-Liebkecht-Luxemburg » ou « Fonds 3 L ».)

action de front unique au Mémorial soviétique de Treptow : Plus jamais le fascisme ! En luttant pour une république allemande des soviets, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht luttèrent aussi contre la contre-révolution qui utilisait la feuille de vigne de la « démocratie parlementaire ». Il est grand temps de faire du programme révolutionnaire de Lénine, Luxemburg et Liebknecht pour le pouvoir des soviets une réalité. Pour cela il est nécessaire de forger un nouveau parti révolutionnaire. C'est dans ce sens que nous faisons le lien avec les traditions révolutionnaires du mouvement ouvrier

international pour rendre hommage, le 14 janvier 1990, aux grands dirigeants des Révolutions russe et allemande.

La manifestation de masse à Treptow a aussi rendu hommage à l'Armée rouge qui a libéré l'Europe du nazisme. En rendant hommage aux trois L en janvier, nous rendons hommage aux liens révolutionnaires entre les Révolutions russe et allemande. Malgré tous les discours sur le « désarmement », le militarisme impérialiste aujourd'hui n'a rien perdu de sa soif de butin, comme le démontrent les provocations dans la Caraïbe et les manœuvres militaires massives sur l'Elbe. Et, en BRD, la gi-

gantique entreprise d'armement MBB-Daimler Benz a été formée. Nous sommes résolument pour la défense de la DDR et de l'URSS contre l'impérialisme de l'OTAN. Nous luttons pour une Allemagne rouge des soviets dans une Europe socialiste !

Contre la menace militaire de l'impérialisme allemand et de l'OTAN, un gouvernement des soviets se tournerait vers les travailleurs de l'Est, en particulier ceux d'Union soviétique, ainsi que vers les travailleurs de l'Ouest.

Indépendamment des divergences politiques qui existent sur de nombreuses

questions, nous appelons tous ceux qui partagent notre profonde préoccupation et qui souhaitent, avec nous, défendre les acquis sociaux de la DDR, à se mettre d'accord et à entreprendre des actions avec nous. Celui qui ne sait pas défendre ce qui a déjà été gagné, ne peut pas remporter de nouvelles victoires. Mais pour remporter de nouvelles victoires, il est nécessaire de forger un nouveau parti communiste dans l'esprit de Lénine et de Trotsky.

Spartakist-Gruppen
Trotskistische Liga Deutschlands
11 janvier 1990

14 janvier — Des révolutionnaires d'Allemagne, Est et Ouest, se rassemblent à Landwehr Canal (Berlin-Ouest), où le corps de Rosa Luxemburg fut retrouvé.



ARBEITERPRESSEKORRESPONDENZ
SPARTAKIST

N° 17 MIEWCHE, 10. Januar 1990 5 Pfennig

Aufruf der Spartakist-Gruppen und TLD Ehrte Lenin, Liebknecht, Luxemburg!

Am 14. Januar 1990 werden in Berlin-Karl-Liebknecht-Platz (Landwehrkanal) die Leichenreste von Rosa Luxemburg und Karl Liebknecht feierlich beigesetzt. Die Leichen wurden am 18. Januar 1945 in der Nähe des Landwehrkanals gefunden. Die Leichen wurden am 18. Januar 1945 in der Nähe des Landwehrkanals gefunden. Die Leichen wurden am 18. Januar 1945 in der Nähe des Landwehrkanals gefunden.

Spartakist-Veranstaltung
Es lebe der Kommunismus von Lenin, Luxemburg, Liebknecht!
Redner: G. Meit und Renate Gathius
Sonntag, 14. Januar 1990
Kulturhaus VEB Elektronische
Herabgegründet 128-128
Hofstr. 11/20
geöffnet von 11 bis 16 Uhr
Veranstaltung um 13 Uhr

La table de recrutement des Spartakist-Gruppen : Une banderole dit : « Deviens membre des Spartakist-Gruppen ! » Photos Spartakist

KIST-N OSTISCH GRÜNDET SPARTAKIST-GRUPPEN!

Werdet Mitglied der Spartakist-Gruppen! SPA GRU MITGLIED HIER

De Staline à Gorbatchev

Le nationalisme économique fracture le COMECON

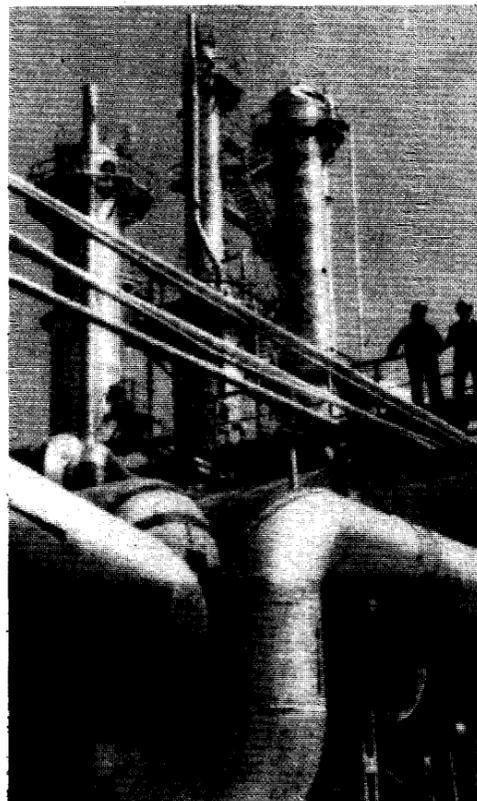
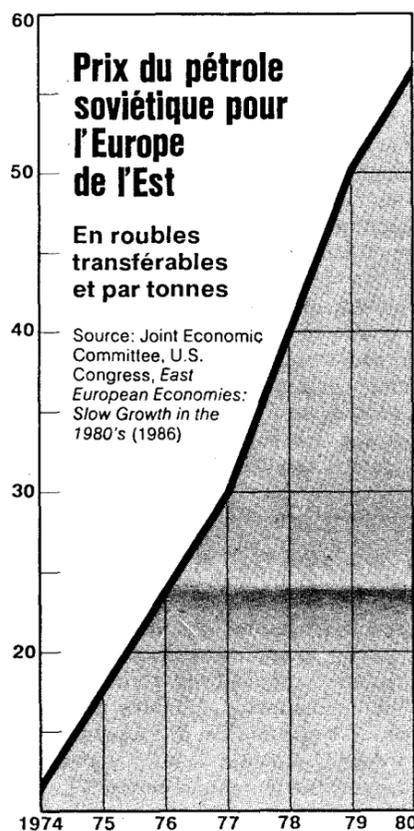
Mikhaïl Gorbatchev est l'agent involontaire mais efficace de Wall Street et des banques de Francfort en Europe de l'Est. Il y a un mois, M. Perestroïka a lâché une bombe économique de plus sur l'alliance en voie de désintégration du pacte de Varsovie. A une réunion de l'organisation commerciale du bloc soviétique, le Conseil pour l'assistance économique mutuelle (COMECON, également désigné par le sigle CAEM), à Sofia, en Bulgarie, Moscou a proposé que tous les échanges commerciaux soient réalisés aux prix du marché mondial en devises fortes (occidentales), et ce dès le début de l'année prochaine.

Pendant des années, l'Union soviétique a vendu du pétrole à l'Europe de l'Est à des prix nettement inférieurs à ceux des pays du golfe Persique, acceptant en échange des équipements en-dessous des standards et qui ne pouvaient pas être vendus à l'Ouest. C'était le prix économique que la bureaucratie stalinienne du Kremlin était disposée à payer pour maintenir la puissance militaire et l'hégémonie politique soviétique à l'est de l'Elbe. Mais maintenant, le régime de Gorbatchev est préparé à accepter la contre-révolution capitaliste, de l'Allemagne de l'Est à la Bulgarie, pour se concilier l'impérialisme occidental.

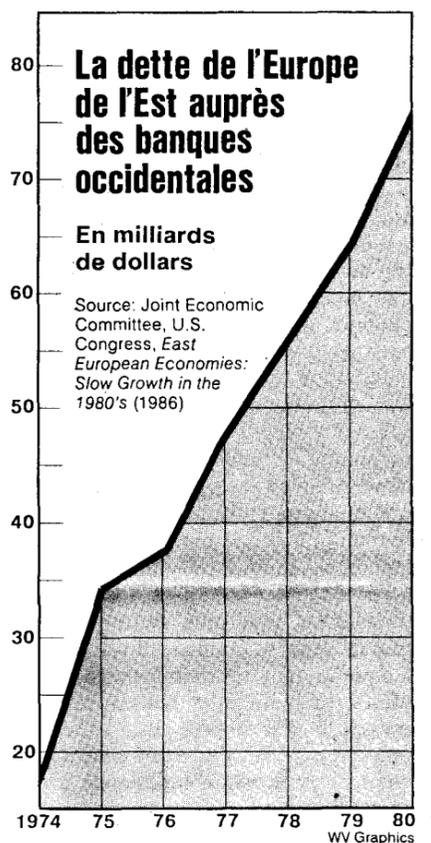
En même temps, les staliniciens soviétiques cherchent des gains économiques à court terme aux dépens de leurs partenaires commerciaux est-européens. Quand le premier ministre soviétique Nikolaï Ryjkov eut annoncé pour la première fois les nouveaux projets de Moscou pour le COMECON, l'*Economist* de Londres (16 décembre 1989) écrivait : « Les termes de l'échange de l'Europe de l'Est sont au bord de l'effondrement [...]. Si cela arrive, cela éliminera presque du jour au lendemain des secteurs entiers de leurs industries lourdes obsolètes, et cela sera pour leurs économies un choc beaucoup plus grand que ne l'a été pour l'Occident la hausse des prix du pétrole au début des années 1970. »

Pour ceux qui apprécient l'ironie, la conférence du COMECON à Sofia a eu

Pour l'intégration socialiste de l'URSS et de l'Europe de l'Est !



Der Spiegel



WV Graphics

Le coût de plus en plus élevé du pétrole soviétique a conduit les régimes staliniens d'Europe de l'Est à hypothéquer leurs pays auprès des requins de la finance de Wall Street et de Francfort.

ses moments de théâtre politique comique. Les nouveaux régimes est-européens les plus entichés de l'économie de « marché libre » et du capitalisme occidental ont crié à l'assassin quand les staliniens du Kremlin ont essayé de leur faire tâter de l'univers impitoyable des prix du marché mondial et des monnaies convertibles. Le premier ministre tchécoslovaque Vladimir Dlouhy, dont le gouvernement exige le retrait des troupes soviétiques de son pays, s'est écrié que l'« application immédiate » de la proposition de Moscou « serait catastrophique pour la Tchécoslovaquie ». Tadeusz Mazowiecki,

le premier ministre polonais de Solidarność, a imploré les Soviétiques de retarder de cinq ans les changements radicaux dans les prix de l'énergie et des matières premières. Autant pour l'économie de « marché libre » !

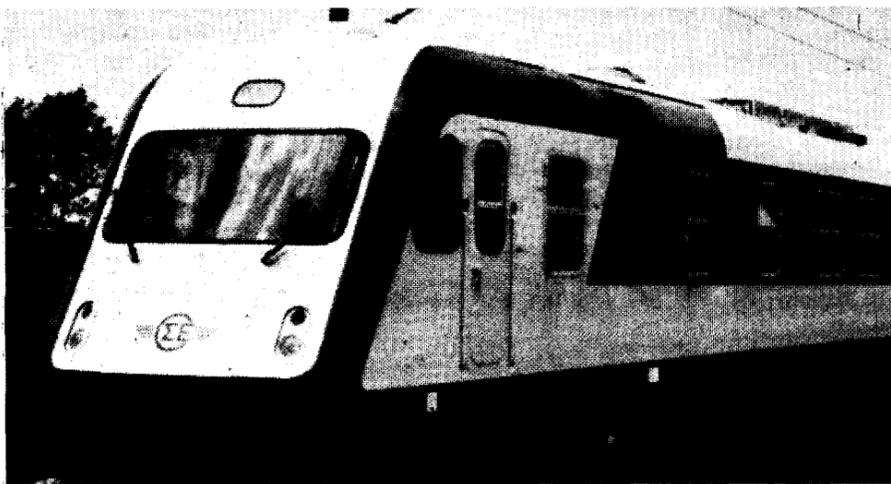
Les nouveaux régimes anticommunistes à Prague, Budapest et Varsovie se comportent ici exactement comme leurs parrains de l'Occident capitaliste. A chaque fois qu'un financier ou un industriel est en faillite, il réclame immédiatement à cor et à cri la socialisation de ses dettes. L'Amérique de Reagan et Bush a combiné le socialisme pour les riches (plus de cent milliards de dollars de subventions aux caisses d'épargne et aux banques) avec l'entreprise privée pour les pauvres (les sans-abri qui mendient dans les rues).

L'application de la perestroïka au COMECON est le coup économique le plus important que Gorbatchev pouvait porter à la défense de la propriété collectivisée dans les pays d'Europe de l'Est aux abois, et par-dessus tout à l'Allemagne de l'Est. Quelques jours à peine après le sommet du COMECON à Sofia, le Volkskammer [Parlement] de Berlin-Est votait un amendement à la constitution de la République démocratique allemande (DDR) autorisant les investissements étrangers. Pour la DDR, la voie la plus aisée pour obtenir des devises fortes afin de payer le pétrole et le gaz naturel soviétiques à un prix plus élevé, c'est de vendre ses usines. Cela a maintenant commencé avec l'acquisition par le fabricant de freins

ouest-allemand Knorr d'une part de 50 % dans la société Berliner Bremsenwerk, qui produit des freins pour trains.

Ce rachat est directement lié à ce qui se passe dans le COMECON. L'Allemagne de l'Est est le premier exportateur mondial de trains de voyageurs, principalement vers l'URSS. En tout, 66 % du commerce extérieur de la DDR est réalisé avec le COMECON. Presque toutes ses matières premières viennent d'Union soviétique, dont 80 % de son pétrole, 99 % de son bois et tout son gaz naturel, ainsi que la plus grande partie de son fer et de ses métaux non ferreux. Mais avec le commerce soviétique passant sur une base de devises fortes, les gestionnaires des *Kombinat* de la DDR regardent vers le marché mondial (capitaliste). Et maintenant Gorbatchev donne son accord à l'absorption de la DDR par la Deutsche Bank et les industriels de la Ruhr, en déclarant que la réunification allemande est « acceptable pour tous » - une remise en cause complète de la position soviétique que celle-ci « n'était pas à l'ordre du jour ».

George Orwell avait remarqué que les anticommunistes occidentaux croyaient Staline diaboliquement intelligent, alors qu'en fait il était un opportuniste à la vue courte. Ces mots s'appliquent à la perfection à l'héritier libéral actuel de Staline au Kremlin. Staline croyait qu'il pouvait maîtriser l'Allemagne nazie par des manœuvres diplomatiques - d'abord le « front



DDR Export

L'Allemagne de l'Est est le premier exportateur mondial de trains de voyageurs. La fracture du COMECON a amené le rachat du fabricant est-allemand de freins ferroviaires par une société ouest-allemande.

populaire » avec les puissances impérialistes « démocratiques » d'Europe occidentale, ensuite le « pacte de non-agression » avec Hitler. Le peuple soviétique a payé avec vingt millions de morts la collaboration de classe de Staline. Aujourd'hui, Gorbatchev pave la voie à un Quatrième Reich et une nouvelle opération Barbarossa.

DE L'EPOQUE DE STALINE A LA FIN DU « COMMUNISME DU GOULASH »

En écrasant l'opération Barbarossa de Hitler et en détruisant l'Allemagne nazie, l'Armée rouge en est venue à occuper l'Europe de l'Est. L'offensive de Guerre froide déclenchée par l'impérialisme américain - avec de multiples menaces d'utiliser des bombes A contre les villes soviétiques - força Staline et ses partisans en Europe de l'Est à réaliser des révolutions sociales bureaucratiquement déformées, en expropriant la propriété capitaliste afin d'assurer le contrôle politique et militaire soviétique sur la région.

Pendant l'époque de Staline, les « démocraties populaires » d'Europe de l'Est imitaient l'Union soviétique sur tous les fronts. Economiquement, elles étaient caractérisées par l'autarcie et un effort vers l'autosuffisance. Le commerce extérieur, même à l'intérieur du bloc soviétique, était maintenu au minimum. L'investissement était concentré dans l'industrie lourde aux dépens des biens de consommation. Dans la Hongrie de Rakosi, par exemple, 90 % de tous les investissements étaient consacrés à l'industrie lourde. Un appareil d'Etat policier totalitaire imposait une discipline du travail dure, tandis que le niveau de vie à la fois des ouvriers et des paysans était amputé au nom de la « construction du socialisme ».

A la mort du *Vozhd* (chef), l'Europe de l'Est a explosé - soulèvement des ouvriers de Berlin-Est en juin 1953, « Octobre » polonais de 1956, Révolution hongroise quelques mois plus tard. Néanmoins, les bureaucraties stalinienne ont survécu à ces soulèvements spontanés grâce à un mélange de démagogie politique et de répression militaire. En Pologne, Gomulka désamorçait une situation révolutionnaire en promettant aux travailleurs la démocratisation et une plus grande indépendance nationale. En Hongrie, les chars soviétiques écrasaient une authentique révolution prolétarienne.

Mais il ne pouvait y avoir de retour en arrière vers l'époque de Staline, avec ses travailleurs « modèles », ses cartes de rationnement et la peur constante de la répression par la police secrète. Sous Khrouchtchev et plus tard sous Brejnev, les dirigeants du bloc soviétique promettaient à leur population une augmentation régulière du niveau de vie, la garantie de l'emploi et un relâchement de la discipline du travail. La période qui va de la fin des années 1950 jusqu'au milieu des années 1970 peut être appelée l'ère de la consommation à la stalinienne ou du « communisme du goulash », expression utilisée sur le mode approuvé par Khrouchtchev pour décrire la Hongrie de Janos Kadar. Un facteur clé ayant contribué aux taux de croissance économique relativement élevés de l'Europe de l'Est pendant les années 1960 et au début des années 1970 a été l'accès à un pétrole soviétique abondant et bon marché. En fait, les usines en Europe de l'Est utilisaient beaucoup plus d'énergie par unité produite qu'en Europe de l'Ouest, où le pétrole importé était lourdement imposé.

Au début des années 1970, le cartel de l'OEPEP et des « sept sœurs » (c'est-à-dire la monarchie saoudienne, le shah d'Iran et l'empire Rockefeller) ont manigancé un quadruplement des prix du marché mondial du pétrole. Ainsi, en 1974, l'Union soviétique s'est retrouvée en train de vendre à ses partenaires du COMECON du pétrole à moins de 30 %

du prix qu'on pouvait en tirer en Europe occidentale, qui plus est en dollars et deutsche marks. Le régime de Brejnev était déchiré entre son désir de maintenir la stabilité économique et politique de ses alliés du pacte de Varsovie et son appétit à participer au rançonnement pratiqué par le cartel de l'OEPEP et des « sept sœurs ».

L'économiste classique britannique David Ricardo expliquait que le prix de marché des ressources naturelles (il s'intéressait à l'agriculture anglaise) s'écarte de la loi de la valeur (c'est-à-dire le temps de travail moyen nécessaire à la production). Les prix agricoles et des matières premières sont déterminés par le coût de production le plus élevé pour un niveau donné de la demande. Ricardo et à sa suite Marx ont appelé cet écart entre le coût le plus élevé et le plus bas de production la rente foncière différentielle. Ricardo - le plus rigoureux et le plus rationnel de tous les économistes bourgeois - soutenait qu'il fallait éliminer au moyen de l'impôt la totalité de la rente foncière différentielle, car celle-ci ne con-

Réunion du COMECON à Moscou en 1984. Dans les années 70, la décision prise par le numéro un du Kremlin Brejnev (ci-contre) de multiplier par quatre le prix du pétrole livré à l'Europe de l'Est a pavé la voie à la désintégration économique du bloc soviétique.



TASS de Sovfoto

tribue en aucune façon à la production.

Au début des années 1970, le coût d'extraction d'un baril de pétrole dans les champs pétroliers du golfe Persique se montait à peu près à 50 cents. Le prix du marché mondial était 40 fois supérieur à ce montant, et allait encore en augmentant. L'Union soviétique - malgré le fait que les coûts d'extraction en Sibérie sont beaucoup plus élevés qu'au Moyen-Orient - a été en mesure de s'attribuer une part significative de la rente foncière différentielle générée sur le marché mondial du pétrole. La valeur des exportations de pétrole et de gaz naturel soviétiques vers le monde capitaliste avancé est passée de 4,5 milliards de dollars en 1975 à 21 milliards de dollars en 1983 (le point culminant). La flambée des prix du pétrole a en partie neutralisé et en partie contrebalancé les faiblesses internes croissantes de l'économie industrielle et agricole soviétique à la fin des années 70. L'arrivée massive des pétrodollars a permis au régime Brejnev d'améliorer considérablement le régime alimentaire des citoyens soviétiques en important du fourrage destiné au cheptel bovin.

En même temps, le nationalisme économique des stalinien soviétiques - sous le conservateur et lourdaud Brejnev - a mis en branle les événements qui font, maintenant, voler en éclats les structures fragiles des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est. Entre 1974 et 1980, Moscou a augmenté le prix du pétrole vendu à ses partenaires du COMECON de 400 %, tout en réduisant ses livraisons pour pouvoir vendre plus sur les marchés occidentaux. Ainsi, pour alimenter leurs usines en énergie, les

régimes d'Europe de l'Est ont dû l'acheter auprès des brigands du golfe Persique et du Texas. A la fin de la décennie, 20 % des besoins en combustible minéral d'Europe de l'Est étaient achetés au prix de rançonnement du marché mondial et en devises fortes.

Durant les années 1970, les régimes stalinien d'Europe de l'Est - la Pologne de Gierk, la Hongrie de Kadar et l'Allemagne de l'Est de Honecker - ont maintenu une paix sociale fragile en offrant à leurs populations des niveaux de consommation sans cesse croissants et une sécurité économique totale. Ainsi, quand leurs termes de l'échange se sont effondrés, ces régimes ont désespérément essayé d'éviter de réduire les salaires, de fermer les usines les moins rentables et de provoquer un chômage massif. Gierk, Kadar, Honecker et Cie ont donc hypothéqué leur pays auprès des requins de la finance de Wall Street, de la City de Londres et de Francfort. Entre 1974 et 1980, la dette de l'Europe de l'Est auprès des banques occidentales a été multipliée presque par cinq, passant de 12 à 55

Der Spiegel



milliards de dollars. Tout est alors vraiment parti à vau-l'eau.

LA DESINTEGRATION ECONOMIQUE DU BLOC SOVIETIQUE

Si les banquiers occidentaux ont prêté à l'Europe de l'Est avec tant de prodigalité, c'est parce qu'ils croyaient que le grand frère soviétique - avec ses milliards de pétrodollars - renflouerait toujours tout allié du pacte de Varsovie qui connaîtrait des problèmes financiers. La crise de la dette polonaise de 1980-1981 montra que les Soviétiques n'en avaient pas l'intention. Après la quasi-banqueroute de la Pologne, Wall Street et Francfort ont durci leur politique vis-à-vis de leurs clients est-européens et « réduit leur exposition », comme on dit à Wall Street. L'Europe

de l'Est est devenue un exportateur net de capitaux vers l'Europe occidentale et les Etats-Unis. Les requins de la finance internationale ont siphonné 12,5 milliards de dollars des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés entre 1981 et 1983 !

Loin de compenser les effets du coup économique asséné par l'Occident, les stalinien du Kremlin en ont ajouté un puissant autre de leur cru. La chute du shah et l'arrivée au pouvoir de Khomeiny en 1979 avaient provoqué une nouvelle flambée des prix du pétrole. Tirant avantage de cela, les Soviétiques doublèrent les prix du pétrole à l'intérieur du COMECON au début des années 1980. En tout, de 1975 à 1982, l'Union soviétique a amélioré ses termes de l'échange avec la Tchécoslovaquie de plus de 50 %, de presque 50 % avec la Hongrie et l'Allemagne de l'Est et de 20 % avec la Pologne.

Néanmoins, il est courant chez les économistes occidentaux de parler des « subventions commerciales » soviétiques à l'Europe de l'Est. C'est déformer les choses. Le prix du pétrole et du gaz naturel soviétiques payés par l'Europe de l'Est a toujours été bien au-dessus du coût moyen d'extraction, de transformation et de transport. Mais évidemment, pour des idéologues bourgeois, c'est une loi naturelle que les pays fassent payer à leurs partenaires commerciaux le maximum que le marché peut supporter. Ainsi, si l'Union soviétique fait payer à l'Allemagne de l'Est et à la Tchécoslovaquie deux fois le coût de l'extraction alors que le prix du marché mondial est de quatre fois ce coût, on appelle ça des « subventions ».

Les économies d'Europe de l'Est ne se sont jamais vraiment remises de ces deux coups assénés par les banquiers occidentaux et les bureaucrates du Kremlin au début des années 1980. La Pologne et la Hongrie sont depuis lors dans une situation économique désespérée. Même l'Allemagne de l'Est, qui a été la plus efficace dans sa manière de gérer la crise du pétrole et de la dette, a néanmoins subi de graves dommages. En 1980, la DDR avait une dette par habitant supérieure à celle de la Pologne. Le régime Honecker/Mittag a cherché avec succès à augmenter les exportations à l'Ouest tout en économisant sur l'énergie importée. C'est ainsi que les usines et les bureaux allemands utilisent maintenant du lignite, un charbon de mauvaise qualité qui empoisonne l'atmosphère. Plus fondamentalement, afin d'augmenter les exportations sans réduire la consommation, le régime Honecker a, de façon drastique, réduit les investissements dans les usines nouvelles et l'infrastructure. Le taux d'investissement est tombé de 28 % du revenu national en 1976 à 21,5 % une décennie plus tard. De ce fait, le parc industriel de la DDR est technologiquement beaucoup plus en retard, comparé à celui de l'Allemagne de l'Ouest, qu'il y a dix ans.

Durant la dernière décennie, les stalinien d'Europe de l'Est et d'Union so-

Suite page 10

« Le «socialisme de marché» en Europe de l'Est », une brochure de la LCI sur l'économie des Etats ouvriers déformés :

- « La banqueroute du modèle yougoslave »
- « Hongrie : le «communisme du goulash» fait faillite »
- « Pour la planification centralisée basée sur la démocratie des soviets ! »

8F
port inclus

Disponible également en anglais

Commande : LB - BP 135-10 - 75463 Paris Cedex 10

**„Marktsozialismus“
in
Osteuropa**

**Für proletarische
politische Revolution
in der UdSSR!**

Der Bestand des jugoslawischen Modells 13

Hungar: „Autark-Ökonomien“ geht pleite 20

Für zentrale Planung durch Sowjetmacht 27

Sowjetische Arbeiter zeigen ihre Kraft

COMECON...

Suite de la page 9

viétique se sont accusés les uns les autres d'être responsables de l'aggravation de leur situation économique. Les porte-parole du Kremlin se plaignent que non seulement ils exportent leurs précieux combustibles fossiles en-dessous des prix du marché mondial, mais qu'en plus ils acceptent d'être payés en roubles transférables, une devise internationale qui a ceci de particulier qu'on ne peut pas toujours s'en servir pour acheter ce qu'on veut. Les régimes d'Europe de l'Est répondent que Moscou leur fournit de l'énergie au compte-gouttes afin de vendre davantage de pétrole en Occident.

A leur tour, les Soviétiques accusent leurs partenaires du COMECON de vendre leurs équipements de meilleure qualité à l'Occident et d'envoyer leurs rebuts en URSS. Oleg Bogomolov, qui est depuis longtemps un des principaux porte-parole soviétiques en matière d'économie internationale et maintenant un proche conseiller de Gorbatchev, se plaint de ce que « les importations de l'Union soviétique en provenance de ses partenaires du CAEM [...] ont peu contribué au renforcement du potentiel technologique de l'URSS [...]. Le gros des produits importés n'est pas de haute technologie » (Académie des sciences de l'URSS, *The World Socialist Economy* [1986]). Les partenaires du COMECON répondent qu'ils doivent expédier leurs produits de haute technologie à l'Ouest, et pas à l'Est, afin de payer les intérêts de leurs dettes en devises fortes.



Szulecki/NY Times



Bisson/Sygma

Le gouvernement polonais dirigé par Solidarność cherche à restaurer le capitalisme avec un « traitement de choc » économique dicté par les banquiers occidentaux. A gauche : manifestation ouvrière en 1988 contre les plans de fermeture des chantiers navals Lénine de Gdansk. A Varsovie, la soupe populaire organisée par la Croix rouge nourrit chaque jour des centaines de personnes.

Derrière le conflit au sein du COMECON, il y a le fait que les ressources naturelles soviétiques, par leur nature même, satisfont aux normes internationales et sont très demandées en Occident. Au début des années 80, les bourgeoisies d'Europe occidentale, et même la Grande-Bretagne de Thatcher, ont défié l'administration Reagan en aidant Brejnev à construire un gazoduc depuis les champs de pétrole sibériens. Les exportations en devises fortes de l'Europe de l'Est consistent en biens de consommation et en équipements et sont limitées par les insuffisances habituelles et la mauvaise gestion stalinienne – mauvaise qualité, gammes limitées, rigidité dans l'ajustement aux changements du marché et service après-vente inadéquat (c'est-à-dire manque de pièces détachées). La DDR possède certainement la capacité technique de produire une voiture d'aussi bonne qualité qu'une BMW ou une Mercedes. Mais comment l'Allemagne de l'Est pourrait-elle commercialiser une telle voiture à l'Ouest ?

Au milieu des années 1980, l'économiste hongrois Kálmán Pécsi notait la « diminution substantielle de l'importance des partenaires de l'URSS dans le

Lettre à « Arprekorr »

La lettre suivante est parue dans *Arbeiterpressekorrespondenz* n° 20, 26 janvier.

19 janvier 1990

Arbeiterpressekorrespondenz

Chers camarades,

Ne devrions-nous pas considérer, en fonction des transformations profondes en Union soviétique – beaucoup d'entre elles sont essentiellement identiques à celles auxquelles nous sommes confrontés, aujourd'hui en DDR, si nous repoussons l'assaut hystérique actuel qui nous pousse dans les bras de la BRD –, la possibilité de rejoindre l'Union des républiques socialistes soviétiques ? Si l'Union soviétique, à travers l'intervention décisive des classes ouvrières soviétiques, conscientes et organisées, éradiquait le stalinisme, introduisait une démocratie multipartite, maintenait la propriété collective des moyens de production fondamentaux, réaffirmerait le droit à la séparation

de l'union des nations qui ne réaliseront pas une contre-révolution capitaliste –, ne serait-ce pas mieux que d'être jetés dans le gouffre du capitalisme impérialiste, avec ses crises économiques violentes, son interdiction de l'avortement, ses menaces latentes de guerres pour les sphères d'influence, un capitalisme fondé sur l'exploitation brutale du tiers-monde ?

Je crois que rendre cela possible demandera beaucoup plus à l'Union soviétique qu'à nous, mais cela pourrait ouvrir une issue économique et sociale viable à notre crise actuelle, et avec fondamentalement plus de liberté que si l'on était pris par la BRD, avec son instabilité économique, ses *Berufsverbote* [interdits professionnels], son nationalisme virulent et son inhumanité. Au point où en sont maintenant les choses, l'une des idées revanchistes est d'expulser la population turque, y compris ceux qui sont nés en Allemagne, et de remplacer leur travail par celui des Allemands

CAEM et une augmentation correspondante de l'importance des économies de marché développées » (*Intra-CAEM Cooperation: Interest Patterns in the Extractive and Energy Industries and Their Future Prospects* [1985]). Si « ses relations économiques avec les six du

traînait pas automatiquement une productivité du travail plus grande. Au contraire, la possibilité croissante de satisfaction des besoins matériels élémentaires pourrait conduire à un véritable relâchement de l'intérêt pour le travail. C'est pourquoi la transition à

de l'Est et des *Volksdeutsche* [les habitants d'Europe de l'Est d'origine allemande], tout en créant des sphères néo-coloniales dans lesquelles des non-Aryens travailleraient dans des endroits comme la Pologne ou le « *Lebensraum* » de l'Ukraine occidentale, tandis que le Quatrième Reich connaîtrait la purification raciale.

Economiquement, la DDR et l'URSS, particulièrement dans le cadre d'une union fédérale, pourraient être rendues parfaitement complémentaires, et si Kaliningrad (Koenigsberg) devenait une ville dans la DDR de l'URSS, elle pourrait devenir un bastion anti-impérialiste dans une région d'agitation nationaliste et restauracionniste-capitaliste mal avisée.

La réduction qualitative des forces de sécurité intérieures, c'est-à-dire leur élimination en tant qu'organes réprimant le mécontentement intérieur légitime et même intempestif, pourrait être une source financière puissante pour une recapitalisation sélective de la base industrielle des deux régions et pour un assainissement écologique des déchets industriels nocifs.

Meilleures salutations.

Un lecteur sympathisant

taux de continuité. De Staline à Gorbatchev en passant par Brejnev, les relations économiques soviétiques avec l'Europe de l'Est ont été basées sur un intérêt national étroit et une autonomie nationale jalousement gardée. C'est cela la signification du dogme stalinien du « socialisme dans un seul pays » qui était opposé au programme de révolution socialiste mondiale de Lénine et de Trotsky. Le nationalisme qui a enterré l'Internationale communiste n'avait nullement l'intention de construire le COMECON dans le cadre d'une économie internationalement planifiée.

L'intégration des ressources économiques, des usines de la DDR aux champs de pétrole de Sibérie, n'a jamais été même envisagée. Même des projets communs à deux pays du bloc soviétique ont été rares. Depuis la formation du COMECON en 1949 jusqu'à aujourd'hui, le commerce en son sein a essentiellement pris la forme de troc bilatéral.

Pendant les quatorze premières années de l'existence du COMECON, il n'existait même aucun mécanisme de commerce multilatéral. Si, par exemple, la Hongrie réalisait une année un excédent avec la Pologne, le crédit commercial qui en résultait pouvait être utilisé uniquement pour acquérir des produits polonais. Par conséquent, chaque membre du COMECON était obligé d'équilibrer son commerce avec tous les autres membres, car autrement les excédents accumulés constituaient une perte sèche de ressources.

A l'apogée de l'ère Khrouchtchev/Brejnev dans les années 1960, on parlait beaucoup d'« intégration économique socialiste ». En 1963, le COMECON introduisait le « rouble convertible », une nouvelle monnaie internationale destinée à être utilisée dans toutes les transactions entre pays membres. Il n'y avait qu'un seul petit problème. Les membres du COMECON n'avaient rien

une voie de développement intensif impliquera de plus en plus des mesures tendant à augmenter l'intensité et la qualité du travail de chaque employé, l'abandon de la répartition égalitaire des ressources et des salaires et de se conformer de manière plus conséquente aux critères d'efficacité économique et de rentabilité » (*The World Socialist Economy*).

L'application de la perestroïka à l'Europe de l'Est, combinée avec la forte pression du capitalisme mondial, a contribué à faire voler en éclats les bureaucraties staliniennes, désintégrant le bloc soviétique d'après-guerre. Il n'en reste pas moins que cette désintégration a ses racines dans les révolutions sociales déformées qui ont marqué l'hégémonie du Kremlin en Europe de l'Est à la fin des années 1940.

POUR UNE PLANIFICATION SOCIALISTE INTERNATIONALE

C'est devenu un lieu commun à la fois à l'Est et à l'Ouest de considérer Gorbatchev comme diamétralement opposé à Staline. Une telle conception obscurcit et nie des éléments fondamen-

POUR CONTACTER LA LTF

Paris Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél: 42 08 01 49

Rouen Spartacist
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tél: 35 73 74 47

Lyon Spartacist
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07

PCF...

Suite de la page 3

çais, nous nous déterminons en fonction de l'intérêt national» (*l'Humanité*, 5 février).

L'«*intérêt national*» de la France impérialiste c'est l'exploitation, l'oppression, les guerres de rapine dans les néo-colonies. Et il n'y a aucune conciliation possible entre la «*défense nationale*» et la défense de l'URSS. Qui peut oser prétendre que la force de frappe, soutenue par la direction et la fraction parlementaire du PCF, n'est pas tournée contre le bloc soviétique? Seuls des traîtres à la classe ouvrière peuvent farder le militarisme de leur propre bourgeoisie en offrant un soutien direct ou indirect, ouvert ou caché, à cette bourgeoisie et à sa diplomatie. Marchais et Cie sont ces traîtres. Aujourd'hui, c'est sur la base, notamment, de leurs propositions sur l'Allemagne et l'Europe – ainsi que l'a expliqué Marchais lors de son meeting de Saint-Ouen du 2 février – que les dirigeants du PCF proposent à Mitterrand un nouveau gouvernement des «*forces de gauche*» (*l'Humanité*, 3 février).

LE STALINISME EST BLESSE, LE COMMUNISME VIT

Comble pour le PCF en déconfiture, Gorbatchev, bruyamment soutenu par Marchais, multiplie criminellement concession sur concession aux impérialistes, et les bureaucraties de l'Est s'effondrent les unes après les autres. La propagande impérialiste sur la «*mort du communisme*» a un effet d'autant plus destructeur sur des PC déjà en crise que, comme la bourgeoisie, ils ont mis un signe égal entre communisme et stalinisme. La direction du PCF dit bien haut aujourd'hui qu'elle a définitivement rompu avec le stalinisme, tout en verrouillant d'ailleurs la moindre glasnost

sur l'histoire de son propre parti.

Mais le stalinisme, ce n'est rien d'autre que l'«*idéologie*» d'une caste bureaucratique qui usurpe dans l'Etat ouvrier le pouvoir politique du prolétariat et qui mène à l'échelle internationale une politique de collaboration de classes avec les impérialistes, au nom de la construction du «*socialisme dans un seul pays*». Et, que ce soit sous Staline ou sous Gorbatchev, le «*socialisme dans un seul pays*» a toujours signifié pour les autres pays la trahison du front populaire et du social-patriotisme. Dans son ouvrage *l'Internationale communiste après Lénine* (1928), Trotsky critique ainsi la «*théorie*» antimarxiste du «*socialisme dans un seul pays*»: «*Si le socialisme est réalisable dans le cadre national de l'URSS arriérée, il l'est à plus forte raison dans l'Allemagne avancée. Demain, les responsables du Parti communiste allemand développeront cette théorie [...]. Après-demain viendra le tour du Parti communiste français. Ce sera le début de la désagrégation de l'Internationale communiste suivant la ligne du social-patriotisme.*» Bien loin de représenter une «*rupture avec le stalinisme*», le programme du PCF de «*socialisme à la française*» en est le produit direct.

Aujourd'hui, le PCF génère une scission social-démocrate après une autre. D'autres militants, qui par contre haïssent la social-démocratie, quittent le parti, dégoûtés par des années de vote Mitterrand (ou pour lesquels le vote pour le RPR à Dreux a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase). A tous les militants qui se veulent de vrais communistes, nous disons que l'alternative révolutionnaire aux trahisons stalinienne réside dans le programme du trotskysme, représenté aujourd'hui par la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Dans la déclaration programmatique publiée dans chaque numéro d'*Arbeiterpressekorrespondenz*, journal du Parti ouvrier spartakiste

dans les deux Allemagne et diffusé à des milliers d'exemplaires chaque semaine en Allemagne de l'Est par les ouvriers qui s'organisent dans leurs usines et dans leurs quartiers pour combattre le bradage de leur pays à la Deutsche Bank, le mot d'ordre qui figure à la fin doit donner à réfléchir également à leurs frères de classe en Occident: «*Apprendre de Lénine et Trotsky, c'est apprendre à vaincre!*» Pour une Allemagne rouge des soviets dans des Etats-unis socialistes d'Europe! ■

Malik...

Suite de la page 12

velle victoire électorale des sociaux-démocrates en 1988. Mitterrand pouvait prouver que les méthodes musclées de la droite revancharde pour imposer le plan de régression sociale voulu par le capitalisme ne marchaient pas et proposer à nouveau les services de la social-démocratie à la bourgeoisie pour faire le travail plus efficacement.

Pour ce faire, il a pu compter sur le soutien des Marchais, Juquin, Krivine qui ont joué à nouveau en mai 88 le rôle de rabatteur pour un front populaire encore plus antiouvrier, anti-immigrés et antisoviétique que celui de 1981. Aujourd'hui que la «*justice*» du gouvernement Mitterrand vient de retuer Malik, tout ce que la LCR arrive à faire c'est de s'indigner avec une fausse naïveté que de telles choses puissent se produire «*sous un gouvernement prétendument "de gauche"*», comme on peut le lire dans un tract distribué le 7 février à l'usine de Renault-Cléon. Si ces gens font semblant de s'étonner après chaque nouvelle atrocité perpétrée par les gouvernements Mitterrand successifs, c'est parce qu'ils travaillent avec acharnement à recréer toujours de nouvelles illusions dans de futurs gouvernements

de front populaire «*prétendument de gauche*».

Le PCF a mené, dans les colonnes de *l'Humanité*, une vigoureuse campagne de protestation à propos du verdict infâme, a dénoncé à juste titre l'utilisation régulière du corps spécial de voltigeurs pour casser les mobilisations ouvrières et la clémence systématique dont bénéficient tous les flics responsables de violence et de meurtres; mais il n'offre aujourd'hui comme perspective que de faire pression sur Mitterrand, pour une «*justice égale pour tous*». Sans aucune autre alternative que la politique de collaboration de classes, la direction du PCF continue ainsi à répandre des illusions criminelles sur Mitterrand et sur une «*démocratisation*» de l'appareil d'Etat bourgeois – ses flics, ses juges et ses officiers. La monstrueuse mascarade du procès autour du cadavre d'un jeune homme de vingt-deux ans, assassiné froidement par les flics, a cette signification: les juges qui ont libéré ces assassins sont les dignes successeurs de ceux qui ont condamné à mort en 1957 – Mitterrand étant alors ministre de la «*Justice*» – Yveton, militant du PC en Algérie, sous l'accusation de terrorisme; ces flics qui ont tué Malik, Malika, Abdel, Lucien Barbier ou Eloi Machoro (abattu par la garde prétorienne de Mitterrand) sont ceux qui, en octobre 1961, assassinaient par centaines des Algériens dans les rues de Paris et jetaient leurs cadavres dans la Seine, et ce en défense des intérêts rapaces de l'impérialisme français.

Schmitt, Garcia et leurs semblables ne méritent qu'une chose: finir leur existence sur la paille humide d'un cachot. Mais c'est seulement par une révolution ouvrière victorieuse que cet appareil d'Etat et son bras armé seront brisés. Aucune confiance dans l'Etat bourgeois! Mobilisations ouvrières/immigrées, basées sur les syndicats, pour arrêter les fascistes! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés! ■

à vendre à aucun autre membre, quelle que soit la quantité de roubles transférables que celui-ci proposait. Les responsables du commerce soviétique n'avaient aucune intention de livrer davantage de pétrole à la DDR juste parce que celle-ci avait un excédent commercial avec la Hongrie. Et les bureaucrates de Berlin-Est n'allaient certainement pas vendre leurs machines-outils de bonne qualité à Budapest juste parce que la Hongrie avait un excédent avec la Pologne.

A la fois le régime soviétique et les régimes d'Europe de l'Est ont donné la priorité aux exportations en devises fortes, le premier pour acheter en Occident des équipements techniquement avancés et des céréales, et les seconds pour payer les intérêts de leurs dettes à Wall Street et aux banquiers de Francfort. Ainsi, au cours des années, des milliards de roubles convertibles sans valeur se sont accumulés dans des comptes de la Banque internationale pour la coopération économique à Moscou. Le fiasco du rouble convertible démontre que l'intégration du commerce au sein d'économies socialisées est impossible sans planification intégrée de la production et de l'investissement.

Depuis la naissance du COMECON, le commerce en son sein a été basé sur les prix du marché mondial, avec un retard et des ajustements dans des cas spécifiques. Non seulement les prix du marché mondial sont grossièrement faussés par les cartels, la spéculation et le protectionnisme capitaliste, mais de manière plus fondamentale ils n'ont aucun rapport avec les coûts de production à l'intérieur du bloc soviétique. Dans les années 60, certains économistes soviétiques et d'Europe de l'Est à l'esprit rationnel avaient proposé que le COMECON développe une structure de prix indépendante, reflétant les

coûts relatifs de production dans la région. Cette proposition éminemment raisonnable et équitable n'a jamais dépassé les portes des séminaires des instituts de recherches.

Pourquoi? Parce que les bureaucraties stalinienne sont profondément nationalistes, et que naturellement elles n'ont pas confiance en leurs partenaires commerciaux «*socialistes*». Elles croient toutes en la «*construction du socialisme dans leur propre pays*». Le Kremlin ne pourrait pas songer donner à l'Allemagne de l'Est quelque contrôle que ce soit sur le prix de ses exportations de pétrole. De leur côté, les Bonzen de Berlin-Est ne vont pas permettre aux Moscovites d'influer sur les prix qu'ils demandent pour leurs équipements électriques. Ainsi, l'URSS et la DDR échangent du pétrole contre des équipements électriques à des prix fixés par l'empire Rockefeller et Siemens! Comme nous l'avons dit: Staline a donné une mauvaise réputation à la planification centralisée. Ce qui est nécessaire, c'est une planification économique centralisée internationalement intégrée, sous le régime de la démocratie des soviets ouvriers.

Pendant la période Brejnev, un effort a été fait pour arriver à une division économique du travail raisonnable au sein du bloc soviétique, et surmonter ainsi l'extrême autarcie de l'époque de Staline. Cependant, du fait qu'il n'y avait pas de mise en commun des fonds d'investissement, les résultats obtenus étaient souvent d'une inefficacité et d'une irrationalité flagrantes. Dans les années 1970, la Tchécoslovaquie – un petit pays de 15 millions d'habitants – était connue pour produire 80% des différents types de machines-outils dans le monde! A l'évidence, le volume de production était, et de loin, trop petit pour permettre des économies d'échelles

ou l'application de la technologie la plus avancée.

L'intégration économique socialiste de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est, non seulement améliorerait considérablement la productivité, mais contraindrait la pression destructive du monde capitaliste. Nous ne préconisons pas ici l'autarcie économique pour le bloc soviétique dans son ensemble – une nouvelle version de la vieille idée de Staline de «*deux marchés mondiaux*». Aussi longtemps que le capitalisme n'a pas été renversé dans ses principaux centres, les Etats ouvriers devraient assurément tirer le maximum d'avantages de la division internationale du travail. Et là, une administration économique unique, parlant au nom de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est, posséderait un poids énorme dans les relations commerciales et financières avec le Marché commun d'Europe de l'Ouest, les Etats-Unis et le Japon.

Léon Trotsky, qui en 1922 s'était opposé avec Lénine aux tentatives de Staline de saper le monopole d'Etat du commerce extérieur, a combattu les illusions dans la construction du socialisme en isolement par rapport au marché mondial. Dans sa brochure «*Vers le capitalisme ou vers le socialisme*», publiée en 1925, Trotsky écrivait: «*Avec le commerce extérieur, conduit par l'Etat et qui vient suppléer de manière élastique au travail de l'industrie et du commerce nationaux, nous possédons un puissant outil pour l'accélération de notre défense économique*». En même temps, Trotsky faisait remarquer que devenir partie intégrante du marché mondial présentait des dangers ainsi que des avantages du fait de «*l'immense supériorité productive que possède actuellement le capitalisme mondial en comparaison avec nous*». Sa réponse était de chercher la victoire de la ré-

volution prolétarienne dans toute l'Europe: «*Il est évident qu'une fusion de l'économie de l'Union soviétique avec l'économie d'une Europe soviétique résoudrait victorieusement la question des coefficients comparés de la production socialiste et capitaliste, quelque grande que soit la résistance de l'Amérique. Et il est douteux que cette résistance soit de longue durée.*»

Des décennies d'oppression stalinienne, de mauvaise gestion et de nationalismes conflictuels ont maintenant fait voler en éclats le bloc soviétique. L'impérialisme occidental se voit en train de réaliser le programme de John Foster Dulles de «*refoulement du communisme*» jusqu'aux frontières de l'Union soviétique et au-delà. Mais les ouvriers de l'industrie et des fermes collectives soviétiques doivent être horrifiés à la perspective de faire face aux missiles de l'OTAN sur la frontière polonaise et à un Quatrième Reich allemand ressuscité. En même temps, des millions de travailleurs en Europe de l'Est, et en particulier en DDR, veulent défendre la propriété collectivisée et construire une société authentiquement socialiste. En Pologne, les travailleurs offrent une résistance acharnée à la politique menée par le gouvernement de Solidarność de restauration du capitalisme à travers le genre de «*traitement de choc*» économique imposé par les juntes d'Amérique latine sur ordres de Wall Street.

C'est seulement en balayant les traîtres stalinien par la révolution politique prolétarienne, depuis les usines de Berlin-Est jusqu'aux mines de charbon et aux champs pétroliers de Sibérie, que les travailleurs de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est peuvent échapper aux horreurs de la restauration capitaliste.

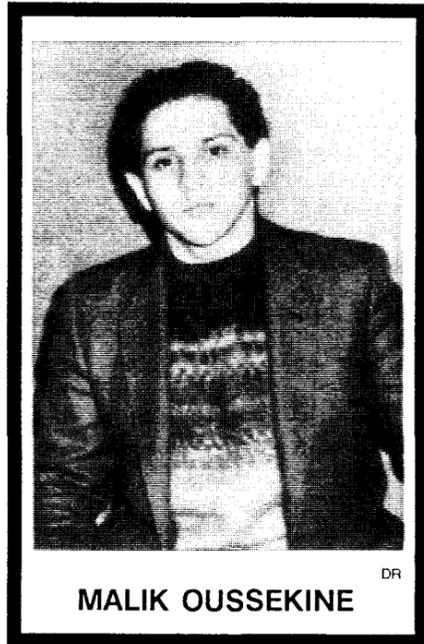
– Traduit de Workers Vanguard n° 495

La «justice» de Mitterrand a de nouveau tué Malik

« Voltigeurs en liberté, Malik deux fois assassiné. » Deux phrases sur une banderole pour résumer toute la violence faite aux « immigrés » dans la France de Mitterrand. Cette banderole figurait parmi d'autres dans la manifestation qui a réuni, le 29 janvier dernier, plusieurs milliers de personnes à Paris, devant le 20 de la rue Monsieur Le Prince. C'est là que dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986, Malik Oussekine, jeune Beur, étudiant de vingt-deux ans, a été tabassé à mort par les flics de Mitterrand-Chirac, des voltigeurs motorisés chargés de ratisser le quartier Latin en pleine mobilisation étudiante contre le projet de loi Devaquet. Les manifestants du 29 janvier protestaient contre le verdict infâme prononcé deux jours plus tôt en faveur des assassins de Malik.

En effet, dans la cour d'assises de Paris, les deux assassins, le brigadier Schmitt et le gardien de la paix Garcia, ont seulement été reconnus coupables de « coups et blessures volontaires illégitimes, par agents de la force publique, ayant entraîné la mort sans intention de la donner » et ont été condamnés respectivement à cinq ans et deux ans de prison avec sursis - c'est-à-dire laissés libres ! Le jugement qui cautionne ce crime raciste met en relief la « normalité » cruelle dans cette société capitaliste : l'Etat français se réserve le « droit » de tuer les sujets qui s'opposent à lui.

Enivrés aujourd'hui par la propagande triomphaliste de la campagne pour rétablir le capitalisme dans les Etats ouvriers dégénérés et déformés à l'Est, les bourgeois occidentaux croient qu'il n'y a plus désormais de bornes à leur tyrannie arrogante. L'hystérie autour de l'affaire des foulards islamiques a dévoilé dans toute son horreur l'ampleur de la xénophobie dans ce pays, et Mitterrand en personne relançait la chasse aux immigrés en déclarant publiquement le 10 décembre dernier que « le seuil de tolérance a été atteint dès les années 70 » et, à propos des « clandestins », qu'« il



MALIK OUSSEKINE



Sipa

Malik Oussekine, jeune Beur, étudiant de 22 ans, a été tabassé à mort à Paris, le 6 décembre 1986, par deux flics du peloton de voltigeurs motorisés.

y en a trop » et qu'« ils se situent hors de la loi ». Pour la première fois où des flics assassins étaient jugés en cour d'assises, l'impunité qui leur a été accordée exprime la volonté délibérée de la bourgeoisie et de ses valets sociaux-démocrates de terroriser la classe ouvrière, et en particulier ses couches les plus opprimées. C'est également une démonstration de plus que c'est bien la police qui est le terreau de prédilection de la racaille fasciste et que ce bras armé du capital est la menace principale qui pèse aujourd'hui sur les opprimés.

Malik, assassiné en 1986 par les flics aux ordres de Pasqua-Pandraud, sous l'égide de la cohabitation Mitterrand-Chirac, vient d'être tué une deuxième fois par les juges de Mitterrand-Rocard-Joxe. La presse aux ordres comme le *Monde* et *Libération*, s'est servilement faite l'écho, tout au long du déroulement du procès, de la

« raison d'Etat », au nom de laquelle les affaires du « Rainbow Warrior » et d'Ouvéa, en passant par l'énorme coup monté autour du procès d'Abdallah, ont également été « classées ». Ce procès, l'instruction qui a précédé et sa conclusion sinistre portent le sceau indélébile de l'Élysée.

Quelques instants après la mort de Malik, la cause était déjà entendue. Feuille constatant les coups et blessures volontaires qui disparaît pendant le transport à l'hôpital, premier rapport officiel d'autopsie ahurissant de cynisme, qui n'établira pas la relation entre les coups portés et la mort, laissant planer l'hypothèse que la mort serait seulement due à une insuffisance rénale dont souffrait Malik. C'est donc à sa propre famille de prouver que celui-ci n'est pas responsable de sa mort ! Trois ans de lutte acharnée de la part de ses parents, en butte à un flot de calomnies et de menaces racistes, pour obtenir une inculpation des flics et l'ouverture d'un procès.

Dès les premières heures du procès qui s'ouvre le 22 janvier, aucun doute n'est permis sur la conclusion qui va suivre. Les deux assassins seront laissés libres, sur décision du président du tribunal, pendant toute la durée du procès. L'avocat de Schmitt, Garaud, fondateur de l'association « Légitime défense » et avocat spécialisé dans la défense des criminels racistes, récusera plusieurs jurés qui soit étaient étudiants, soit portaient un nom à « consonance étrangère ». Le président de la cour laisse entendre dès la première audience que les assassins pourront certainement bénéficier de circonstances atténuantes. L'avocat de la famille Oussekine, Kiejman, qui par ailleurs avait été l'avocat du gouvernement américain dans l'affaire Abdallah, déclare immédiatement qu'« il n'y aura pas ici de procès de la police ». Sur 90 témoins, 70 sont des flics, mobilisés pour intimider et faisant pour certains

des faux témoignages tellement grossiers que le président Ferré se croira obligé d'intervenir plusieurs fois pour qu'ils reviennent à un semblant de vraisemblance. Et pour donner toute la mesure de cette mise en scène, on verra Garaud, en conclusion, argumenter avec jubilation que la clémence vis-à-vis de son client n'a rien de choquant puisque les assassins des frères de Tjibaou, responsables de la fusillade de Hienghène, en ont bénéficié grâce à lui. Enfin, Kiejman déclarera sans vergogne à l'issue du procès qu'il s'agit d'un « jugement équitable ». La boucle était bouclée !

La « classe politique » verra dans ce jugement sa revanche sur la jeunesse et surtout sur la classe ouvrière pour leurs puissantes mobilisations de l'hiver 86-87. En effet, au lendemain de l'assassinat de Malik, des centaines de milliers de personnes dans toute la France, jeunes, ouvriers français et « immigrés » descendaient dans la rue pour crier leur colère contre l'assassinat d'un Beur par les flics de Mitterrand-Chirac. La bourgeoisie et ses valets sociaux-démocrates n'ont pas oublié la menace potentielle qu'ont représentée ces mobilisations. Quelques jours après éclatait la puissante grève des cheminots qui, pendant quatre semaines tendues, a paralysé le pays, créant ainsi la possibilité d'une contre-offensive ouvrière généralisée contre l'austérité capitaliste et faisant aussi la preuve éclatante que cinq années d'attaques antiouvrières perpétrées par le front populaire n'étaient pas encore venues à bout de la combativité de la classe ouvrière. Ces grèves, qui n'ont malheureusement débouché que sur un match nul, et ce grâce aux efforts conjugués des directions traitres du PCF et du PS et de leurs auxiliaires loyaux de la pseudo-extrême gauche, ont sonné le glas pour le gouvernement Chirac. Mais la suite n'a mené qu'à une nou-

Suite page 11



Cortège de la Ligue trotskyste dans la manifestation du 29 janvier protestant contre le verdict infâme qui laisse en liberté les assassins de Malik.